

صحة من الامم

Portugal

que tous se mobilisent
Construction nationale
cheiro de Azevedo avant son accident

Le Mouvement des Forces armées (M.F.A.)
Le M.F.A. a déclaré que le général Spínola, chef de l'armée portugaise, n'avait pas été informé de la décision de démissionner de son poste de chef de l'armée portugaise.

L'élection aura-t-elle lieu?

Le président de la République portugaise, le général Spínola, a déclaré que la date de l'élection présidentielle n'était pas encore déterminée.

Le P.C.P. et le P.S. ont mis en garde les groupes de gauche.

DIPLOMATIE

LE SÉJOUR DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

Les contacts entre Paris et Londres s'inspireront sur plusieurs points de l'exemple franco-allemand

M. Giscard d'Estaing reçoit ce jeudi 24 juin à Londres quelques personnalités, dont Mme Thatcher, leader du parti conservateur, ainsi que la colonie française à l'ambassade de France. Il devait être reçu par le

lord-maire et la municipalité de Londres au Guildhall et prononcer un discours plus spécialement consacré aux problèmes économiques.

République recevra les dirigeants de divers organismes culturels franco-britanniques, puis tiendra une conférence de presse. Il offrira dans la soirée un dîner suivi d'une réception en l'honneur de la reine Elizabeth.

De notre envoyé spécial

Londres. — La déclaration de coopération franco-britannique adoptée le 23 juin à Londres par MM. Giscard d'Estaing et Callaghan s'inspire largement du traité de coopération franco-allemand de 1963, mais s'en distingue sur plusieurs points.

Le second objectif est, pour la France, de mieux équilibrer sa politique étrangère. Le président de la République s'est rendu compte qu'il pouvait y avoir quelques inconvénients à s'appuyer trop exclusivement sur l'Allemagne fédérale. Cet aspect de la déclaration de Londres ne sera sans doute pas reconnu et sera peut-être même nié. Il reste que, selon les sources britanniques, l'initiative des « sommets » franco-britanniques réguliers est venue de Paris.

Comme le traité franco-allemand, la déclaration franco-britannique établit tout un dispositif de coopération à plusieurs échelons. Aux « sommets » annuels prendront part un certain nombre de ministres qui se rencontreront également périodiquement, notamment les ministres des affaires étrangères, qui se verront seul à seul « au moins une fois par an ». La déclaration prévoit expressément des rencontres entre les ministres de l'intérieur, de la défense, de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce et de l'énergie. Le traité franco-allemand énumère à peu près les mêmes domaines et quelques autres (éducation, par exemple). La mention des ministres de la défense a trappé quelques observateurs britanniques, qui s'inquiètent déjà d'une éventuelle coopération de la France et de la Grande-Bretagne dans ce domaine « en dehors de l'OTAN ».

Sur les lieux du « 18 juin »

De notre envoyé spécial

Londres. — En dehors des deux manifestations politiques auxquelles a participé M. Giscard d'Estaing, mercredi 23 juin — le discours au Parlement et les entretiens avec M. Callaghan, — deux gestes symboliques ont donné l'occasion au président de la République de renouer avec un passé glorieux et surtout exemplaire pour les relations franco-britanniques. Le chef de l'Etat a fait, tout d'abord, une rapide visite au 4 Carlton Gardens, lieu où le général de Gaulle avait établi pendant la guerre son quartier général.

La deuxième visite du chef de l'Etat en cet après-midi caniculaire fut pour la veuve de Winston Churchill. Ces deux visites n'ont pas duré chacune plus de cinq minutes, mais elles ont illustré clairement le souci de M. Giscard d'Estaing de rappeler la coopération entre les deux peuples, il y a trente-cinq ans.

« Hear »

Quelles que soient les différences passées, présentes ou à venir, les réactions des parlementaires britanniques aux discours qu'a prononcé, mardi matin, devant eux, M. Giscard d'Estaing, donnent probablement l'idée la plus juste de l'état d'esprit actuel des Britanniques à l'égard de la France et de l'Europe. On peut classer ces réactions en trois catégories : le rire (l'humour est un élément important de la tradition polémique britannique), l'approbation, qui s'exprime par une exclamation très discrète « hear, hear » (écoutez, écoutez) ; enfin, les applaudissements classiques.

La conférence européenne des partis communistes

(Suite de la première page.)

Il avait été prévu également de faire « donner » M. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central chargé des rapports avec les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir. M. Ponomarev, avait-on décidé un moment à Moscou, pourrait se rendre au début du mois de juin à Rome et à Paris pour convaincre les partis italiens et français de ne plus faire obstacle à la convocation rapide de la conférence. Des visas italiens et français avaient même été demandés et obtenus au nom de M. Ponomarev, mais ils n'ont jamais été utilisés : un déplacement de M. Ponomarev en Occident n'aurait guère pu être gardé secret et aurait mis dans une situation particulièrement délicate, et surtout les Italiens à la veille des élections législatives.

prend pas d'autre part l'expression sacro-sainte à Moscou d'« internationalisme prolétarien ». La formule qui recouvre pour certains partis un devoir d'allégeance à l'égard de Moscou a été remplacée par une expression plus « italienne » de « solidarité internationaliste ». Les Soviétiques auraient cependant réussi à imposer un certain lien entre la lutte contre l'antisovietisme et la lutte contre l'antisocialisme. Le document exprimait, en effet, la volonté des signataires de lutter contre l'antisocialisme et de défendre « les pays socialistes, à commencer par l'U.R.S.S. ».

LA DÉCLARATION COMMUNE

La déclaration commune adoptée mercredi 23 juin à Londres est ainsi libellée :

« Le président de la République française et le premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, »

« Constatant que leurs deux pays partagent les mêmes conceptions fondamentales et poursuivent des objectifs communs, »

« Rappelant que l'appartenance de leurs deux pays à la même Communauté européenne crée entre eux de nouveaux liens, »

« Résolus à développer les relations et à renforcer ainsi la coopération entre leurs deux gouvernements, »

« Ont décidé de se rencontrer alternativement en France et dans le Royaume-Uni une fois par an, accompagnés des membres principalement concernés de leur gouvernement pour discuter des relations entre leurs deux pays ainsi que des problèmes d'intérêt commun, notamment ceux qui découlent de leur appartenance à la Communauté économique européenne, »

« Ont également décidé que les ministres des affaires étrangères de France et du Royaume-Uni auront une rencontre distincte au moins une fois par an, »

« Ont enfin décidé d'organiser des rencontres périodiques entre les principaux autres ministres, et notamment ceux chargés de l'intérieur, de la défense, de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce et de l'énergie, en vue de favoriser le rapprochement et de faciliter la convergence des politiques de leurs deux pays. »

Des concessions soviétiques

L'accord de principe pour une convocation de la conférence à la fin du mois de juin aurait été conclu lors de la dernière réunion de la commission préparatoire du 9 au 11 juin à Berlin-Est, mais il aurait été tenu secret pour ne pas mettre les communistes italiens dans l'embarras pendant la campagne électorale. Dès le lendemain de cette réunion, on pouvait cependant constater que le P.C.I. avait sérieusement modifié sa position initiale, selon laquelle la conférence ne pouvait pas avoir lieu avant le mois de septembre. Quant au parti communiste français, il mettait une sérieuse sourdine à ses réserves après ce qu'un observateur soviétique a appelé « un baroud d'honneur ».

Parmi les concessions non écrites, il en est une qui intéresse directement le parti communiste français. Tout en affirmant qu'il n'est pas question que Moscou cautionne le concept d'un « socialisme aux couleurs de la France », les Soviétiques auraient fait savoir aux dirigeants du P.C.F. qu'ils sont prêts à rectifier un certain nombre d'erreurs commises par l'Union soviétique dans son appréciation de la politique étrangère de la France.

Les problèmes de la pêche

Le second point en marque que le début d'un débat qui pourrait devenir brûlant. M. Callaghan soulignant l'importance de la pêche pour les Britanniques, a insisté pour que, dans le réaménagement en cours du droit de la mer, la fixation d'une zone d'exploitation économique de 200 milles marins le long des côtes n'empêche pas les pêcheurs britanniques de fréquenter ou de pré-

JACQUES AMALRIC.

“L'occasion d'une réflexion sur la nouvelle stratégie des pouvoirs financiers et la forme moderne de la réplique qui s'impose”.

JACQUES ATTALI - LE MONDE

“Un livre violent comme un pamphlet, argumenté comme un traité d'économie et de sociologie”.

MAX GALLO - L'EXPRESS

“Provocant, juste, injuste, passionnant”.

OLIVIER TODD



JEAN ZIEGLER
Une Suisse au-dessus de tout soupçon

Collection Combats dirigée par C. Durand
192 pages 25 F



Photo Landenberg

SEUIL

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les combats entre conservateurs et progressistes ont fait plus de cent morts en un jour dans la capitale

Pour la troisième journée consécutive, les combats entre forces conservatrices et progressistes se poursuivent, ce jeudi matin 24 juin. Les miliciens de gauche et les fedayin avaient repoussé, mercredi, quatre assauts successifs contre les enclaves palestiniennes dans le secteur chrétien de la capitale. Contrairement à une information diffusée par la radio phalangiste, le camp de Jit El-Bacha n'a pas été occupé par les combattants chrétiens. Les tirs d'artillerie entre les deux secteurs de la ville se sont poursuivis le mercredi toute la journée; des câbles électriques ayant été détruits, la capitale libanaise a été de nouveau plongée dans l'obscurité mercredi soir. Le nombre exact des victimes n'est pas connu mais on cite le chiffre de vingt-cinq blessés pour la seule journée de mercredi.

Après la libération de personnalités pro-syriennes par l'O.L.P., sur la demande pressante du gouvernement de Damas, M. Yasser Arafat a accusé, mercredi soir, les responsables syriens d'avoir « manqué à leurs engagements découlant de l'accord de cessez-le-feu conclu avec la résistance palestinienne le 20 juin dernier ». M. Arafat, qui représentait de l'O.L.P. à Paris, a transmis la déclaration de M. Arafat, a ajouté que celui-ci a également accusé les Syriens d'avoir remplacé un de leurs bataillons dans la région de Beyrouth « par un nouveau bataillon » venu de Damas. Évoquant

enfin la perspective de la tenue d'une « table ronde » entre Libanais, M. Kalak a souligné que la résistance palestinienne « n'était pas concernée par le problème libano-libanaise, qui n'est que du ressort des parties libanaises elles-mêmes. Nous acceptons dans ce contexte tout ce qui est acceptable pour les Libanais », a-t-il ajouté.

Le général Boudely, commandant en chef de l'Armée de libération de la Palestine, qui avait été libéré, mardi soir, par l'O.L.P., est arrivé à Damas. M. Arafat l'a relevé de ses fonctions, qu'il assumait jusqu'à la désignation d'un nouveau chef de l'A.L.P.

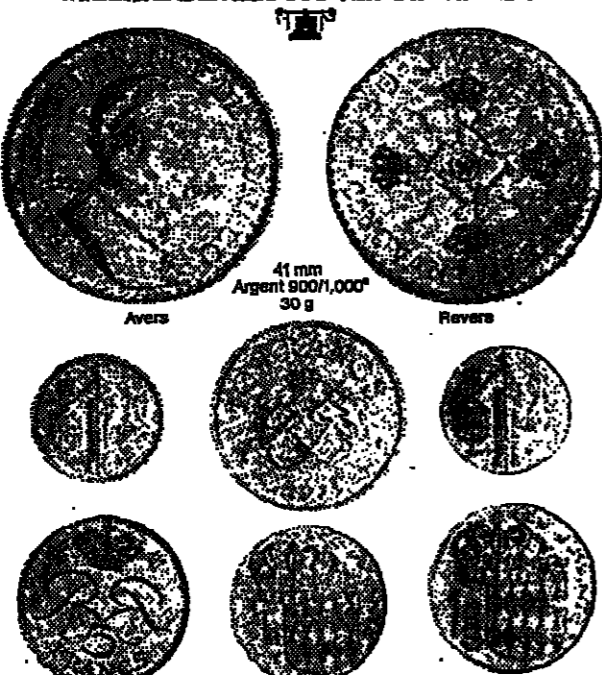
L'aéroport de Beyrouth, fermé au trafic depuis le 7 juin, en raison des combats, devait rouvrir ce jeudi, selon la compagnie Middle East Airlines. Celle-ci reprendra ses vols depuis Beyrouth en direction d'Athènes, Paris, Londres et du golfe Persique. Les liaisons entre Beyrouth et Paris seront quotidiennes, à raison d'un aller et retour par jour, comme auparavant. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

AMBASSADE
demande en location
dans les 16^e, 8^e ou 7^e arrondissements

HOTEL PARTICULIER
1.200 m2 environ, de préférence indépendant à l'état neuf ou restauré et entouré d'espaces verts clôturés (20 à 30 pièces)

Adresser propositions et renseignements à :
Jean TORRES, 1, square Brancion, 75015 PARIS
Téléphone : 533-79-98

PRINCEPAUTE DE MONACO
Monnaies Monégasques de Collection
SÉRIES NUMISMATQUES 1975
2^e Émission à tirage limité
comportant la nouvelle pièce de 50F en Argent à l'effigie de S.A.S. Le Prince Rainier III de Monaco
FRAPPE DE LA MONNAIE DE PARIS



Coupon de souscription à remplir et à retourner à
MONNAIES ET MÉDAILLES DU MONDE
24, rue Royale, 75008 PARIS - Tél. 260.34.40 - Tél. 280.324

Quantité	Prix unitaire	Total	Non (en majuscules)
Série 1975	350F		
Frais d'envoi	6,60F		
TOTAL			Adresse

Règlement par chèque bancaire ou par C.C.P. Joindre les 3 virements à l'ordre de Monnaies et Médailles du Monde.
Un catalogue complet de toutes nos émissions de monnaies et de médailles vous sera envoyé gratuitement sur simple demande en cochant cette case.

LA MISE EN PLACE DE LA « FORCE DE PAIX » ARABE

Des unités saoudiennes et soudanaises vont faire mouvement sur Beyrouth
annonce M. Mahmoud Riad

Une conférence quadripartite s'est ouverte, mercredi 23 juin, au palais Nassiriah à Riyad, en présence de MM. Mamdouh Salim, président du conseil égyptien, Mahmoud El Ayoubi, le chef du gouvernement syrien, de l'émir Fahd Ibn Abdel Aziz, prince héritier et vice-président du conseil d'Arabie Saoudite, et du cheikh Sabah El Ahmed, ministre des affaires étrangères du Koweït représentant le premier ministre de ce pays. Les participants ont décidé de constituer une force de maintien de la paix arabe, qui doit prendre fin ce jeudi, avait comme objectif de réunir les présidents Sadate et Assad et de coordonner la politique des pays arabes concernés par le conflit libanais. L'ordre du jour laissait cependant dans l'ombre l'épineuse question de l'accord israélo-égyptien sur le Sinaï, auquel s'oppose violemment la Syrie.

Mercredi également, le conseil de la Ligue arabe s'est réuni, pour la deuxième fois depuis l'intervention syrienne au Liban, au niveau des ambassadeurs des pays membres. À l'issue de ses travaux, le conseil a confirmé les résolutions adoptées par les ministres des affaires étrangères arabes au cours de leur réunion extraordinaire, le 10 juin dernier. Le conseil a encore lancé un appel aux différentes parties pour une réconciliation nationale au Liban et a décidé d'appuyer les efforts du secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, en vue d'achever la constitution de la « force de paix » arabe au Liban.

A cet effet, les fonds d'un montant de 12 millions de dollars seront débloqués pour financer les opérations de cette force.

M. Riad a déclaré devant le conseil que des unités saoudiennes et soudanaises attendaient à Damas de faire mouvement vers l'aéroport de Beyrouth, où sont déjà en place les contingents syriens et libanais. Une fois l'aéroport ouvert, une unité saoudienne sera transportée par avion. Le secrétaire général a précisé qu'il s'agissait d'un « premier pas » vers la paix au Liban, et qu'il était nécessaire de faire le maximum de contacts politiques entre les diverses parties libanaises. Dans une troisième étape des contacts, il a souligné le suivi de discussions entre Libanais et Palestiniens, afin de surmonter leurs divergences. De son côté, le général Mohamed El Azzam, adjoint de M. Riad pour les affaires mili-

LE PRÉSIDENT NEMERY A PARIS LE 30 JUIN

Le président Nemery, chef de l'Etat soudanais, après un séjour aux Etats-Unis, est attendu le 30 juin prochain à Paris en visite privée. Il sera reçu par le président Giscard d'Estaing, et repartira le lendemain. Cette visite est la première du chef de l'Etat soudanais en France.

Les entretiens du roi Hussein de Jordanie avec les dirigeants soviétiques ont pris fin, mercredi 23 juin, a annoncé l'agence Tass. Le communiqué sera rendu public à la fin de la visite du souverain jordanien, vendredi prochain. Les discussions ont porté notamment sur l'achat éventuel d'un réservoir de missiles antiaériens par la Jordanie. Toutefois, de source diplomatique, on exprime des doutes sur les chances du roi Hussein de parvenir avec les Soviétiques à un accord sur ce point. — (A.F.P., A.P.)

Israël

M. Rabin défend les réalisations en faveur de la minorité arabe

De notre correspondant

Jérusalem. — Depuis la « Journée de la Terre » du 30 mars dernier qui avait fait six victimes, on s'interroge beaucoup en Israël sur le malaise de la minorité arabe. L'explosion de violence contre les requêtes de terres de Galilée a suscité de nombreuses controverses sur ce problème. Au cours d'un colloque organisé le 19 juin par l'institut d'études du parti travailliste, le Beit Bar, M. Abba Eban, qui dirigeait les débats, a déclaré que les Arabes d'Israël sont placés devant le dilemme suivant : « Mon peuple se bat contre mon Etat ». M. Rabin a posé le problème avec plus d'acuité en déclarant : « Une partie des Arabes d'Israël ont le sentiment de ne pas appartenir à la minorité arabe de la région qui n'a pas encore accepté l'existence d'Israël ».

Un participant arabe au colloque, M. Sami Marei, directeur de l'institut d'éducation arabe à l'université de Haïfa, a affirmé : « Le malaise galilé, non pas lié au développement économique, mais à cause de ce développement. Ce n'est qu'après avoir satisfait leurs besoins élémentaires que les hommes cherchent le moyen de satisfaire leurs besoins spirituels en se demandant : « Qui suis-je ? »

En posant cette question, M. Sami Marei est revenu au problème de la double allégeance. « Les Arabes d'Israël, a-t-il dit, désirent être des citoyens à part entière, mais ils ne peuvent pas se sentir solidaires de tous les objectifs du pays. » (Intérim.)

VOYAGE EN ISRAËL
Université du BAR ILAN
Réservez quelques places
Réservé aux étudiants et jeunes universitaires.
Séminaire d'étude sur la pensée juive, la société israélienne et le système politique.
Avec la participation de : Leon ABERNETHY (MONTROU), Amado LER VALERIO, Théo DREYFUS.
Programme d'excursions dans tout le pays.
Logement à l'université. Ambiance traditionnelle. Nourriture strictement cachère.
De 14-17 sur 19-23. 2.250 F pension complète.

RELAIS CULTURELS

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter condamne la « diplomatie secrète » de M. Kissinger

De notre correspondant

Washington. — Dans un discours prononcé mercredi 23 juin à New-York, au Waldorf Astoria, devant l'association de politique étrangère, M. Carter a déclaré que la diplomatie secrète de M. Kissinger était une « erreur de jugement » de la part de l'ancien secrétaire d'Etat. M. Carter a critiqué vivement le style de la diplomatie de M. Kissinger tout en confirmant les grandes options de la politique étrangère américaine.

Néanmoins, le discours de New-York — le premier d'une série — illustre clairement le souci du candidat à l'investiture dimanche de se donner une stature internationale et de rassurer les alliés des Etats-Unis sur la continuité de la politique étrangère américaine. Aussi bien des hommes et des spécialistes éprouvés, notamment M. Zbigniew Brzezinski, professeur à l'université Columbia, le conseiller et inspirent ses discours.

C'est pourquoi l'allocution de New-York reprend nombre de thèmes adressés à M. Kissinger depuis un certain temps par M. Brzezinski et par M. Ball, ancien sous-secrétaire d'Etat dans les gouvernements Kennedy et Johnson. M. Carter a dénoncé « la diplomatie secrète à la Lone Ranger » (le héros solitaire d'une série de westerns). « Cette politique fondée sur le secret ne convient pas aux Etats-Unis », a-t-il dit. « Car indubitablement elle doit être amoindrie ». De même, M. Carter, attaquant indirectement les méthodes de M. Kissinger, déplore que des résultats spectaculaires et immédiats aient été recherchés « sans consultation préalable avec nos alliés ».

Vivre dans la diversité

Sur le fond, rejetant un retour à l'isolationnisme, il a recommandé une plus grande coopération avec les pays industriels de l'Europe occidentale et avec le Japon. « Nos engagements sur la sécurité de l'Europe occidentale et du Japon sont inébranlables de notre propre sécurité », a-t-il dit. En ce qui concerne la détente, M. Carter a tenu des propos rassurants : « Il faut admettre, a-t-il précisé, qu'au cours de ces dernières années nos alliés de l'Europe occidentale ont été gravement préoccupés, et à juste titre, de nos relations unilatérales avec les Soviétiques. Dans toute la mesure du possible, nos relations avec les gouvernements communistes doivent refléter les vues communes des démocraties afin de dissiper les soupçons de nos alliés craignant que nous ne tentions pas compte de leurs intérêts. »

Souhaitant à qui avait été dit à propos de l'Italie, M. Carter a recommandé la patience et la modération dans les relations avec des pays « qui ont pour leaders des hommes ayant une idéologie qui n'est pas celle de la plupart des Américains ». Il a ajouté que les Etats-Unis devaient apprendre à « vivre dans la diversité ».

« Nous devons continuer à coopérer avec ces pays pour assurer que les partis politiques dirigeants respectent le processus démocratique, observent leurs engagements internationaux et ne dépendent pas de la direction politique extérieure. »

Quant à l'O.T.A.N., compte tenu

MOQUANT LE MAINTIEN

Les États-Unis opposés à l'admission de l'Arabie saoudite

New-York. — Les Etats-Unis ont opposé, mercredi 23 juin, leur veto à une résolution du Conseil de sécurité recommandant l'admission de l'Arabie saoudite dans l'Organisation des Nations unies. Cette décision a été prise à l'Assemblée générale d'admission de l'Arabie saoudite, qui a été tenue à l'Assemblée générale d'admission de l'Arabie saoudite, qui a été tenue à l'Assemblée générale d'admission de l'Arabie saoudite.

Le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité, M. Jeane Kirkpatrick, a déclaré que l'admission de l'Arabie saoudite dans l'Organisation des Nations unies était une « erreur de jugement ». Elle a souligné que l'Arabie saoudite n'était pas une démocratie et qu'elle n'était pas représentative de la population libanaise. Elle a également souligné que l'Arabie saoudite n'était pas une démocratie et qu'elle n'était pas représentative de la population libanaise.

Canada

LES DÉPUTÉS SE PRONONCENT POUR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Ottawa (A.F.P.). — Tous les députés canadiens, sauf trois, ont voté en faveur de la loi abolissant la peine de mort, le mardi 22 juin à Ottawa. Le projet a été voté par 133 voix contre 125, alors que les grands partis avaient laissé la liberté de vote à leurs représentants. Le texte doit maintenant être voté en troisième lecture, avant d'être soumis au Sénat pour être définitivement adopté.

Un texte similaire avait été repoussé il y a dix ans par les élus canadiens. Les vingt-deux membres du gouvernement libéral de M. Pierre Elliott Trudeau ont voté en faveur du projet, ainsi que M. Joe Clark, leader du parti conservateur et chef de l'opposition parlementaire. Parmi les députés ayant voté en faveur du texte, figurent 99 libéraux, 18 conservateurs et 16 indépendants. Contre le projet, ont voté 39 libéraux, en majorité québécois, 74 conservateurs, un député indépendant et 11 créditistes (droite populiste).

Depuis 1967, seules sont passibles de la peine de mort par pendaison les personnes reconnues coupables de meurtres de policiers ou de gardiens de prison dans l'exercice de leurs fonctions. Aucune exécution n'a cependant été enregistrée depuis 1962.

PCEM 1

1^{er} STAGE
du 1^{er} sept. au 4 octobre 76 : entraînement et mise à niveau pour les bacheliers en physique, chimie et mathématiques.

2^e STAGE
Préparations parallèles semestrielles ou annuelles du 3 nov. 76 à fin février 77 : du début mars 77 à juin 77. Inscription à l'entrée ou à la fin.

ISTH
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines
Rue de la République, 22 ans
CENTRE AUTUEL
5, av. Léo-Hugot - 75016 Paris
262-52-00 et 23-10-72
CENTRE TOLBIAC
63, avenue d'Italie - 75013 Paris
358-03-25

LA CHICOREE

Excellente boisson par tous les temps, elle est saine et rafraîchissante. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

La chicoree existe également en version sucrée et non sucrée. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

Le goût de caramel de la chicoree est excellent et elle est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

La chicoree est excellente et elle est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

La chicoree est excellente et elle est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

La chicoree est excellente et elle est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

La chicoree est excellente et elle est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine. Elle est faite avec des racines de chicoree et est très saine.

MÉRIQUES

Etats-Unis
M. Carter condamne
la diplomatie secrète de M. Kissinger
De notre correspondant

Washington. — Dans le premier numéro de son livre, M. Carter condamne la diplomatie secrète de M. Kissinger. Le président américain, dans son livre, se livre à une critique sévère de la politique étrangère de son ancien secrétaire d'Etat. Il reproche à M. Kissinger d'avoir mené une politique de « diplomatie secrète » qui a conduit les Etats-Unis à des erreurs graves. Il affirme que M. Kissinger a cherché à imposer sa vision du monde à la présidence, sans tenir compte des intérêts du peuple américain. Le livre de M. Carter est une œuvre majeure qui marque le début d'une nouvelle ère dans la diplomatie américaine.

Le livre de M. Carter est une œuvre majeure qui marque le début d'une nouvelle ère dans la diplomatie américaine. Il est une critique sévère de la politique étrangère de son ancien secrétaire d'Etat. Le président américain, dans son livre, se livre à une critique sévère de la politique étrangère de son ancien secrétaire d'Etat. Il reproche à M. Kissinger d'avoir mené une politique de « diplomatie secrète » qui a conduit les Etats-Unis à des erreurs graves. Il affirme que M. Kissinger a cherché à imposer sa vision du monde à la présidence, sans tenir compte des intérêts du peuple américain.

10%
Le 10% de réduction sur tous les produits.

ENGLISH
Cours de langues pour tous les niveaux.

MEUBLES
Meubles modernes et classiques à des prix réduits.

SOS-MATH
Cours particuliers de mathématiques.

BOEUF
Boeuf de qualité, livré à domicile.

INVOKANT LE MAINTIEN DES FORCES CUBAINES

Les États-Unis opposent leur veto à l'admission de l'Angola à l'ONU

Nations unies, New York (A.F.P. Reuters). — Les États-Unis ont opposé, mercredi soir, leur veto à une résolution du Conseil de sécurité recommandant à l'Assemblée générale d'admettre la République populaire d'Angola comme membre des Nations unies. Treize des quinze membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de cette résolution. La Chine n'a pas participé au vote.

« Les États-Unis », a déclaré le représentant américain, « ne peuvent pas accepter la présence de troupes cubaines dans ce pays. Nous sommes convaincus que l'Angola ne satisfait pas encore aux conditions de l'appartenance à l'ONU telles qu'elles sont énoncées à l'article 4 de la charte : la persistance de la présence et de l'influence des troupes cubaines, dont les effets sont massifs par rapport au contexte angolais, motive notre position ».

Le représentant des États-Unis a déclaré ensuite qu'il n'avait aucune justification pour une présence étrangère armée dans ce pays. Il a souligné que les États-Unis ne pouvaient pas accepter la présence de troupes étrangères dans un pays qui n'est pas encore indépendant. Il a déclaré que les États-Unis ne pouvaient pas accepter la présence de troupes étrangères dans un pays qui n'est pas encore indépendant.

La Chicorée,

Excellente boisson par temps chaud, la chicorée désaltère en faisant moins transpirer.

Les sucres des racines de chicorée, qui sont caramélisés par la torréfaction, agissent en suivant le cycle de l'absorption, de l'incorporation dans les cellules, et occasionnent moins de sudation.

Les sportifs, les marins, les chasseurs, de même que les travailleurs le savent bien et boivent de la chicorée.

Comment la préparer ?

On emploie 2 cuillerées à soupe pour 1 litre d'eau et l'on fait bouillir 1 minute. On filtre et on place le liquide dans un endroit frais.

Ou bien, plus simplement, on mêle 2 cuillerées à soupe 1/2 de chicorée dans 1 litre d'eau froide ou tiède. On laisse infuser durant 20 minutes et on filtre.

Dans l'un ou l'autre cas, on sucre plus ou moins à volonté.

La chicorée existe également prête à l'emploi en flacons sous forme de chicorée soluble 100 % pure, et, par ailleurs, sous forme de concentré liquide de chicorée. Seul le concentré liquide de chicorée est sucré.

Le goût de caramel de la chicorée est agréable. Il faut se le rappeler : la chicorée est excellente et elle ne comporte pas de contre-indication.

Cette semaine 2050 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC

seulement en 3 versements pose et déplacement compris

LA CLEF ROUGE
TOUTES LES GRANDES MARQUES A DES PRIX CASSES

Protégez-vous : **PORTE** entièrement **BLINDÉE** 1^{re} qualité exemple : **BRICARD**

4 goudons "ANTIVOL" pour les gonds

5 fermetures super sécurité

■ 1 blindage d'acier électro-zingué 16/10 "ANTI-EFFRACTION"
■ 1 contrat sécurité 2 ans

FAITES APPEL A LA CLEF ROUGE
N°1 DE LA PROTECTION

Tél. 336-41-55 535-33-25

35 AGENCES PARIS-BANLIEUE
Cannes (Tél. 39-15-13) - Marseille (Tél. 53-40-98) - Nice (Tél. 88-62-58)

AFRIQUE

LES PROBLÈMES DE L'AFRIQUE AUSTRALE

M. Kissinger n'a pas enregistré de progrès dans son premier entretien avec M. Vorster

M. Kissinger et M. Vorster, premier ministre sud-africain, ont eu leur premier entretien le mercredi 23 juin, à Bodensheim, en Bavière. Après quatre heures trente de discussions, M. Kissinger a affirmé que la conversation avait été « sérieuse et constructive » tout en précisant qu'aucun progrès sensible n'avait été réalisé. Il a précisé qu'il avait procédé à « un examen détaillé de la situation en Afrique australe sur la base de nos positions bien connues » et qu'il avait exposé « la direction que devrait prendre l'évolution de la situation en Afrique australe ». Le secrétaire d'Etat a souligné que les conversations revêtaient un caractère exploratoire et ne visaient pas à aboutir à des décisions concrètes.

Les deux hommes se sont revus dans la matinée du 24 juin, à Grafenau. M. Kissinger doit, dans l'après-midi de jeudi, rencontrer le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich-Genscher.

En Afrique du Sud, il y a encore eu, mercredi 23 juin, quelques incidents isolés. Ainsi, la police a tiré en l'air à Klerksburg — à 130 kilomètres au sud de Johannesburg — pour disperser une manifestation d'écoliers qui protestaient contre le passage d'un examen de mathématiques en langue africaine. D'autre part, à Witbank, dans le Transvaal oriental, la police a saisi mercredi des tracts qui appelaient à la grève, pour ce jeudi, les quarante mille ouvriers noirs de la ville, par solidarité avec les victimes des émeutes de Soweto.

À Brazzaville, les Neuf n'ont décidé aucune démarche conjointe concernant l'Afrique australe, mais assument avoir une position unique que le chancelier Schmidt doit exposer à M. Vorster. Le gouvernement allemand avait condamné dans un communiqué la politique d'apartheid et demandé à ses hôtes sud-africains d'y mettre un terme.

À Moscou, une déclaration autorisée de l'agence Tass appelle au boycott international du régime sud-africain, ajoutant que « la responsabilité des actes des racistes sud-africains incombe aussi aux milieux impérialistes qui, ignorant les décisions des organisations internationales, continuent à collaborer avec le régime d'apartheid ». L'agence Tass a également déclaré que l'Union soviétique poursuivait sa politique intransigeante.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale
• Mlle ISLE JANDT A ÉTÉ CONDAMNÉE À LA DÉTENTION PERPÉTUELLE le mardi 22 juin par un tribunal de Berlin-Ouest pour avoir ordonné en 1974 l'exécution d'un terroriste devenu informateur de police. L'exécutif, Wolfgang Weslau, a été condamné à huit ans de prison, et deux policiers, à quatre ans. (A.F.P.)

Autriche
• M. BRUNO KREISKY, CHANCELLIER D'AUTRICHE, fera, à l'invitation de M. Chirac, une visite officielle en France du 28 au 30 juin, annonce-t-on à l'hôtel Matignon.

Corée du Sud
• TROIS NORD-CORÉENS qui s'étaient infiltrés au Sud ont été tués au cours d'accrochages survenus depuis samedi 19 juin, a annoncé lundi le ministre de la défense à Séoul. Les Sud-Coréens ont eu trois morts et plusieurs blessés au cours de ces engagements. C'est la première fois depuis septembre 1975 qu'il est fait état de telles infiltrations. (Reuters.)

Iran
• DEUX « TERRORISTES » ont été tués dimanche 20 juin à Téhéran au cours d'un accrochage avec la police, annonce un communiqué officiel publié mercredi par la presse iranienne. Selon ce communiqué, les deux « terroristes » ont été abattus après avoir ouvert le feu sur les forces de l'ordre qui tentaient de les arrêter dans la rue. Au cours de l'affrontement, un passant a été tué et un autre blessé. Trente-cinq « terroristes » ont été tués depuis le début de l'année en Iran, principalement dans la capitale, au cours d'opérations policières. (A.F.P.)

Japon
• TROIS DIRIGEANTS de la compagnie aérienne All Nippon Airways, et un conseiller de la société Marubeni, accusés d'avoir touché des pots-de-vin.

Tchad
• LE MARÉCHAL MALLIOM a procédé, le mercredi 23 juin, au premier remaniement ministériel du « gouvernement provisoire » depuis le renversement du président Tombalbaye, le 13 avril 1975. Le gouvernement remanié (dix-neuf membres) comprend cinq nouveaux chefs, dont quatre originaires de la région du nord (Borkou - Ennedi - Tibesti). On y note également la présence de neuf musulmans, contre six dans le précédent gouvernement. (A.F.P.)

Turquie
• M. CEALUSCU, chef de l'Etat et du parti roumain, fait une visite de quatre jours à Ankara. La Roumanie et la Turquie envisagent d'accroître leur coopération. Les Roumains ont proposé notamment une prospection commune pétrolière et houillère. (Reuters.)

James Agee Walker Evans

LOUONS MAINTENANT LES GRANDS HOMMES
TROIS FAMILLES DE METAYERS EN ALABAMA
«Un livre qui est à la fois un essai d'anthropologie sauvage, un grand poème cosmique et un cocktail Molotov»
ROBERT LOUIT «LE NOUVEL OBSERVATEUR»

René Dumont

TERRES VIVANTES
VOYAGE D'UN AGRONOME AUTOUR DU MONDE
«Ce qui s'est dit de plus sérieux à ce jour sur le seul problème de notre époque : la faim et le Tiers-Monde»
FRANÇOIS ENDERLIN «TRIBUNE DE LAUSANNE»

Jacques Soustelle

LES QUATRE SOLEILS
«...[En M. Soustelle], j'ai toujours admiré l'ethnologue, véritable homme de science qui, avec ce nouveau livre, prouve que l'exil n'a été nullement préjudiciable à son talent»
HILAIRE CUNY «LES LETTRES FRANÇAISES»

Georges Balandier

AFRIQUE AMBIGUE
«Très beau livre, dense et riche, d'un sociologue soucieux de saisir par l'intérieur l'évolution des sociétés africaines... C'est l'ouvrage de base»
R. JUMEAUX «REFORME»

Theodora Kroeber

ISHI
«Le testament du dernier indien sauvage de l'Amérique du Nord, le livre le plus bouleversant qu'il m'ait été donné de lire, seul le Journal d'Anne Frank, peut-être»
YVES BERGER «LE MONDE»

«Par quelle grâce, cette collection Terre Humaine ne publie-t-elle rien de médiocre et si souvent des chefs-d'œuvre ?»
GILLES LAPOUGE «LE MONDE»

TERRE HUMAINE
Collection dirigée par Jean Malaurie
PLON

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS ÊTES FORT

JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRET-À-PORTER

Costumes, costumes lavables (kinésits), ensembles «jeans», vestes, blousons, costumes sports, blazers, costumes velours, tous coloris, trench cuir ou daim, blousons, pantalons, «jeans» et velours, tous coloris. Chemises, pulls, sous-pulls, 4 longueurs de manche.

Vêtements livrés immédiatement. L'élégance et le confort anglais.

40, Av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 355.66.00

repères pour le socialisme
la collection du CERES

D. Grisoni H. Portelli

littes ouvrières en Italie de 1960 à 1976

«Le vieux moulin, et le neveu ne peuvent naître» Gramsci

Aubier Montaigne
13, quai Joffre - 75001 Paris

Les résultats sont nets : l'efficacité de la communication est considérablement renforcée, le budget égal en répartissant l'investissement entre la TV (80% et Télé 7 Jours (20%).

Les chiffres sont là. Nous les avons réunis dans une brochure. Demandez-la à Télé 7 Jours.

Télé 7 jours, c'est déjà un média.

**rendez-vous
en septembre
à Thessaloniki..**

Des milliers de visiteurs de tous les coins du monde s'y réuniront pour affaires mais aussi pour se distraire. Venez-y aussi...
Durant ces deux semaines, vous verrez des nouveaux produits, vous échangerez des idées, vous établirez des nouvelles relations.
Et n'oubliez pas qu'en venant à Thessaloniki, vous y trouverez toute l'hospitalité et la joie de vivre chère au peuple grec.
Venez-y!

Envoyez-moi SVP, gratuitement,
la brochure illustrée.

Nom _____ Province _____
Rue _____ Pays _____
Ville _____ Code postal _____

Adresser ce coupon par la poste à:
Pore International, c/o Theodoros
Theodorou, 30 Greece, c/o bureau
local d'OLYMPIC AIRWAYS.

1.M

AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

L'Humanité du 24 juin publie le rapport présenté par M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, mardi 21 juin, devant le comité central du P.C.F. Consacré aux « problèmes du cadre de vie », ce texte souligne que le souci de la qualité de la vie a toujours été pris en compte par le P.C.F. M. Juquin ajoute :

« Ce qui est nouveau, c'est que l'exploitation ne s'arrête pas à l'entreprise. Elle harcèle le travailleur dans sa vie sociale. L'O.S. est O.S. vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année ».

Ainsi donc la lutte pour la défense et l'amélioration du cadre de vie n'est pas marginale. C'est une grande question sociale qui traverse toute la vie d'un ouvrier de classe. Elle a un caractère éminemment politique, puisque c'est tout d'abord la lutte pour la conquête du pouvoir des prolétaires, qui se joue dans la vie sociale.

M. Marchais : nous n'avons pas besoin d'un potentat organisant son culte

La Fédération des Haute-de-Seine du parti communiste a organisé, mercredi soir 23 juin, au Centre de Colombes un rassemblement de plusieurs milliers de personnes. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le Gauchiste Marchais a notamment déclaré à propos de la dernière intervention télévisée du "candidat" du P.C. Rivlinchik :

« Nos camarades socialistes nous interrogent souvent : cette union du peuple de France n'est-elle pas incompatible avec l'union de la gauche, nous demandent-ils ? »

Notre réponse est claire, nous l'avons donnée à notre XXII^e congrès : pour nous l'axe de l'union du peuple de France, ce doit être l'union de la gauche. Cela dit, il est évident que,

« **Giscard d'Estaing a justifié longuement le renforcement des pouvoirs du président. Cette accentuation du caractère autoritaire et personnel du régime doit inquiéter tous les travailleurs et démocrates. Nous, communistes, nous y voyons une tentative d'oppression.** Et de cela, nous sommes tidèles au programme commun de la gauche. Contrairement à ce qu'on entend ici ou là, la société moderne

n'a pas besoin d'un potentat, organisant son culte et brandissant son propre drapeau, d'un homme « providentiel » dédicé de tout pour tout le monde. Il n'est pas au pouvoir d'un seul homme, quel qu'il soit, de résoudre les problèmes de la nation. L'avenir n'est pas à la monarchie, fût-elle élective, il est à la démocratie qui est seule conforme aux besoins du progrès social et économique.

Le secrétaire général du P.C.F., après avoir expliqué que « le regroupement de toutes les forces de droite est aujourd'hui insuffisant pour assurer durablement le pouvoir de la grande bourgeoisie », a affirmé : « L'espoir de la réaction et de son pouvoir » consiste à « faire revenir sous une forme ou une autre — le P.S. à une politique de gestion des affaires du grand capital... ». Voilà, a-t-il ajouté, la véritable source de l'appel à un prétendu dialogue démocratique relancé par Giscard d'Estaing. Voilà aussi pourquoi notre parti est la cible privilégiée de toutes les attaques des forces du grand capital. »

M. Marchais a évoqué ensuite le programme commun de gouvernement en indiquant :

« Il reste plus que jamais valable dans ses orientations fondamentales et ses objectifs essentiels. Il ne saurait être question de le remettre en cause. Cela dit, l'évolution de la situation rendra naturellement nécessaire son actualisation le moment venu (...)

• A ce propos, je suis sûr que vous vous indignez, comme moi, devant les méthodes utilisées par les hommes du pouvoir et les moyens d'information à leur service : pour déformer, défigurer notre politique, nos objectifs, notre comportement. C'est ainsi qu'il s'est entendé les décisions prises par notre comité central seraient un caractère égrais- sil. Nous perdons en guerre contre tout le monde. Rien n'est plus faux ! Le seul unique qui nous anime c'est de préserver et consolider sans cesse l'union de la gauche pour faire échec aux entreprises du pouvoir visant à la briser. Le souci unique qui nous anime c'est l'union du peuple de France (...).

(Publicité)

AVIS DE VOL

Les papiers d'identité, carte de crédit et chéquier de M. Ingmar OUVROUMOFF ayant été volés récemment, toute personne pouvant fournir des renseignements doit s'adresser au Commissariat de Police de SAINT-CLOUD (92).

LA NOUVELLE ASSIETTE AU BOEUF
de Michel Oliver 9 Bd. des Italiens
dans le décor 1920 de Poccardi

nau réformisme. D'autant que, si ces sont souvent spontané, il est aussi traversé d'influences politiques, sujet à la récupération.

Les gauchistes associent les thèmes de l'anticoisacisme à l'antimilitarisme.

Le pouvoir giscardien déploie des efforts pour encadrer les associations, pour en faire des relais de transmission de sa politique. C'est ainsi qu'il essaie de prendre sous son contrôle les associations de consommateurs, en créant notamment l'Institut national de la consommation, à la tête duquel est placé un fonctionnaire du ministère de l'intérieur. Il essaye d'encadrer le mouvement écologique. Mais il se heurte à des résistances.

» *Plus quelques semaines, cinq organisations qui se réclament des « assises du socialisme »* « doivent se réunir et décider en commun l'existence d'un membre du parti national du parti socialiste, pour préparer la constitution d'un « syndicat moderne du cadre de vie social et économique » et des « problèmes hors production » et se fondant sur l'« autogestion ». Ce projet, sur lequel directement à structurer le réformisme et le communisme, est en fait la « mise à l'intérieur des entreprises, correspond à une erreur fondamentale, puisque l'union de cadre de vie social intrinsèquement liés et que les « problèmes hors production » des salariés ne peut que progresser s'ils refusent, au lieu de s'y soumettre, le décapage capitaliste de la vie et de la lutte entre le travail et le temps hors travail.

» Pour le parti communiste, le cadre de vie n'est pas un secteur d'ultra séparé, encore moins marginal. Les communistes, et en particulier les élus de notre parti, sont déjà beaucoup dans cet immense domaine. On ne peut défendre les travailleurs et le pays en omettant ce secteur.

» Ce dont il s'agit, c'est de faire encore plus, et de le faire en rendant notre action plus systématique, plus cohérente, plus soutenue. »

VACANCES
BERLINE 6 CYL.BMW
:**GAP**
SAIRE EXCLUSIF
RIS 17€ 267-31-00

PARTEZ EN VACANCES

AVEC VOTRE NOUVELLE BERLINE 6 CYL. BMW

BMW:GAP

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

25. R. CARDINET PARIS 17^e 267-31-00

**un investissement
en SUISSE**





montana valley

près de CRANS-sur-SIERRE
VALAIS (Suisse)

- **Propriété par acte notaire suisse**
- **Gérance assurée par JED KRAMER**
Genève S.A. capital 10.000.000 F.S.
- **Facilités de paiement pour étrangers**
 - Chalets installés prêts à vivre
 - Bar, cafétéria, barbecue, night-club
 - Tous les sports d'hiver et d'été
 - Piscines chauffées, canotage, tennis
 - Garderie - Secrétariat quadrilingue

Vente aux étrangers autorisée par la loi Suisse

 Pour informations : **CREDIMO**
1 route de Florissant 1208 GENEVE (Suisse)

Nom
Adresse 

AU BOEUF
Bd. des Italiens
de Poccardi

21^F
Diner 22frs 50c

et toujours
123 Champs-Élysées
et face à l'église
St-Germain-des-Près

EN RÉPONSE
La C. G. T. s'élève
portées sur elle

La CGT s'est réunie hier à Paris, dans les locaux du syndicat, pour discuter des propositions de loi déposées sur la représentation des salariés dans les entreprises publiques et les sociétés d'économie mixte. Le comité central de la CGT a la centrale syndicale pour principaux interlocuteurs. Les propositions de loi de la CGT ont été précédemment examinées par le conseil d'administration de la CGT. Les propositions de loi de la CGT ont été précédemment examinées par le conseil d'administration de la CGT.

**ENRICHIR
ET RENEGOCIER**

Dans son numéro du jeudi 3 mai, l'«*Humanité*» nous a fait connaître un sondage qui a été effectué dans nos précédentes éditions de la «*Jeune République*» effectués à la demande du P.C.F. sur le renégociation de la partie du programme commun de gouvernement de la gauche consacré à la politique étrangère, et nous indique aussi qu'il s'agit d'«*arrêter*» ledit programme.

L'opinion exprimée du parti communiste français nous cherche à se faire une idée sur la question de la négociation que, le 10 juin, sur les mois. On s'est d'un texte commun. On ne voit pas comment le P.C.F. pourrait l'enrichir sans le renégocier, sans se pencher de la gauche.

S'il le modifie **proprio mero** indépendamment de ce qui se fait dans le mouvement de la gauche, nous sommes dans une mise à jour du programme du P.C.F. — B. B.

**Vous n'avez pas
pour comprendre
Iran Air**

NEW YORK

NEW YORK

Si Descartes avait pu voir de le voir aller d'Orly à Paris alors qu'il arrivait d'une province et qu'il se rendait à New York sur des avions d'Orly.

Comme vous voyez, tout de suite comme il faut décoller d'Orly.

Outre cet avantage, vous avez d'être à New York que vous pourriez y aller ment. Changer pour Paris mais changer pour New York d'autres plaisirs.

Nos hôtesses, avec leur charme, elles viennent que d'Europe.

Nos repas sont toujours cuisinés à chaque moment des plats délicieux et ils sont d'une grande

Paris, Londres, Vienne, Bagdad
Dhahran, Dubai, Doha

هكذا من الاول

POLITIQUE

Le premier ministre à Antenne 2

M. Chirac n'envisage pas du tout de remettre sa démission

La majorité incohérente, l'U.D.R. inquiète, la coordination contestée, les relations avec le président de la République tendues, le premier ministre, en fait, se sent seul. Tout cela, qui avait alimenté la chronique politique depuis plusieurs semaines, M. Chirac le nie ou ne veut plus s'en souvenir. Dans son entretien télévisé, mercredi 23 juin, sur le plateau d'Antenne 2, le premier ministre, à défaut de pouvoir convaincre la classe politique, a préféré chercher à rassurer l'ensemble des téléspectateurs, quittes à apparaître moins vif et moins sûr de lui qu'à l'habitude.

Il s'est donc montré tout à la fois apaisant et assez optimiste, ferme et résolu, allant jusqu'à contester qu'il ait jamais douté de lui-même et démentant ainsi les propos rapportés le veille même, non seulement par plusieurs députés mais par son propre porte-parole.

Se proclamant « présidentieliste », il croit au dogme de la prééminence du chef de l'Etat et n'est à son égard que tout dévouement tant que celui-ci lui maintient sa confiance, mais ce n'est en tout cas pas lui-même qui offrira sa démission. Il ne saurait en effet y avoir l'amorce d'une détermination dans les relations entre les deux hommes sans que l'attelage tire à huis et à deux et bientôt capote. Ce bien la confiance est totale ou bien la rupture est consommée : c'est là tout au moins l'esprit des institutions selon M. Chirac.

Aussi est-ce avec une grande assurance que le premier ministre a annoncé que le scrutin proportionnel ne serait pas institué, que la coordi-

nation de la majorité — « à ni casser ni casser » — serait poursuivie, que l'octroi des investitures électorales est de la responsabilité du coordonnateur. Lorsqu'il s'est dit résolu à « ne pas laisser le chemin libre à des expériences telles que celles que voudrait tenter M. Mitterrand », il a rendu un hommage personnel au leader socialiste et a évité le ton polémique et agressif qu'il avait utilisé la veille devant les jeunes de l'U.D.R.

C'est la première fois que le chef du gouvernement participe à une émission télévisée en l'absence de France du chef de l'Etat. M. Giscard d'Estaing avait encouragé M. Chirac à le faire malgré les scrupules que le premier ministre avait exprimés. C'est peut-être pour cette raison que le chef du gouvernement n'a pas hésité, cette fois-ci, à répondre longuement aux questions qui relèvent habituellement du domaine réservé présidentiel, qu'il s'agisse de divers aspects de la politique étrangère (le Liban, l'Afrique du Sud, l'Union soviétique, l'Europe) et de la politique de défense, à propos de laquelle il a tenu assez verbalement le général Mery, « qui devrait se limiter à l'exécution ».

En revanche, M. Chirac s'est montré plus prudent et plus circonspect sur les problèmes concrets que sont le niveau des prix, le volume de l'inflation, la crise de l'emploi, les conséquences de la sécheresse, voulant se délier cette fois-ci des prévisions optimistes que les faits peuvent réfuter.

Il s'est surtout employé, en définitive, à démontrer qu'il est capable de pratiquer, à l'instar du président de la République, une politique « paisible et réfléchie ». — A. P.

cadre d'une stratégie socialo-communiste, il remettrait en cause la stratégie socialo-communiste. Je ne suis pas prêt à laisser le chemin libre à des expériences telles que celles que voudrait M. Mitterrand.

M. Chirac ajoute : « M. Mitterrand a fait preuve de sa capacité à dériver le parti socialiste et à le conduire, mais mon problème est de savoir si, dans le cadre d'une stratégie socialo-communiste qu'il a choisie, il est susceptible de gagner ou non. En ce qui me concerne, je ferai en sorte, en tout état de cause, de ne pas perdre la confiance que je n'ai pas en sa capacité à préserver les libertés. »

LE PROCES SIMON. — Ma réponse sera très brève. Quand se sont produits les événements d'Algérie, j'ai eu l'occasion de donner mon sentiment sur ce sujet. Aujourd'hui, la justice a tranché. Je n'ai pas à commenter sa décision.

LES PRIX. — Après avoir évoqué les conséquences de la sécheresse, j'ai eu, en dernière page, M. Chirac traite de ce sujet. Aujourd'hui, la justice a tranché. Je n'ai pas à commenter sa décision.

LA COORDINATION. — M. Chirac estime que la coordination a permis à la majorité de gagner plusieurs élections partielles. Evoquant l'initiative de M. Lecanuet à Rennes, dont il n'avait pas été informé, il cite la parabole du Petit Prince de Saint-Exupéry approuvant un renard et ajoute : « Il ne faut pas se frotter quand le renard mord. La coordination n'est pas la caserne ni la censure. (...) Il ne s'agit pas de mettre les gens au pas. »

A propos du projet sur les plus-values, M. Chirac affirme : « Je n'ai jamais été gêné dans le débat. On m'a fait un procès dans cette affaire. Le chef du gouvernement n'a pas à se substituer au rôle normal des ministres qui défendent leurs textes devant l'Assemblée. Le chef du gouvernement intervient seulement lorsqu'il y a une question de principe. C'est la cas à propos de la motion de renvoi et du vote final lorsqu'il était nécessaire de rassembler la majorité. »

Lorsqu'on lui a cité les phrases que son porte-parole et plusieurs députés avaient rapportées (le Monde du 24 juin), M. Chirac affirme : « J'ai été très clair. On a rapporté mes propos de façon inexacte. » Et il ajoute : « Je crois à la capacité de la majorité d'emporter la victoire aux législatives. »

LES ELECTIONS ITALIENNES. — M. Chirac indique que s'il avait eu le moindre doute sur la valeur du scrutin proportionnel, son résultat l'aurait levé : « Une initiative de cette nature, précise-t-il, serait de toute façon gouvernementale, et il n'est pas question qu'elle se pose. »

Il a poursuivi : « Les socialistes ont une autre doctrine que les socialistes français, qui ne compoient leur action que dans une alliance totale et complète avec le P.C. et le gouvernement avec les communistes. Le P.S. français a une sensibilité révolutionnaire et marxiste. Dans le

général de l'U.D.R., a déclaré : « En formulant avec force d'entente, j'ai, cette affirmation : « Un homme politique ne démissionne pas », le premier ministre a non seulement écarté des suppositions acerbées, mais il s'est posé plus en homme de gouvernement qu'en politicien. Et, effectivement, il a fait avec brio le tour de tous les problèmes qui se posent à son gouvernement et a montré aussi qu'il maîtrisait parfaitement les problèmes de politique étrangère. »

Il a eu raison de se placer au niveau de l'homme d'Etat. En réalité, le moment venu, les Français se détermineront compte tenu de l'action gouvernementale et non sur le souvenir des remous politiques et parlementaires. »

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant : « Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

LES EXPLICATIONS DE VOTE

Mercredi matin, l'Assemblée nationale consacra une brève séance aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi à cette occasion tous les orateurs rendent hommage à M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances.

« Le rideau va tomber sur le final d'un spectacle hermétique, long et parfois confus », déclare M. Labbé, président du groupe U.D.R., qui conteste l'opinion selon laquelle son groupe aurait volontairement accumulé les obstacles sur le parcours du projet gouvernemental, un projet qu'il fallait, note-t-il, « faire sortir de la nuit ». Il justifie par conséquent les certaines suspensions de séance, « les votes parfois contradictoires, car techniques », les séances nombreuses et prolongées « en raison d'une étude insuffisante ». De même justifie-t-il le refus d'un renvoi du texte en commission et du dépôt d'un contre-projet « par M. Chirac (si il nous envoie de l'Etat et pour éviter tout procès d'intention) ». M. Labbé tire ensuite les enseignements de cette discussion :

« La concertation doit se situer très en amont de la discussion parlementaire, tout en excluant une confusion condamnable du rôle de l'exécutif et de la législation. »

« Il vaut mieux faire confiance au Parlement pour organiser ses travaux plutôt que de lui imposer une procédure d'urgence. »

« La discussion a souffert d'une politisation excessive et injustifiée dont nous voulons être définitivement libérés. »

Après avoir relevé que dans ce débat l'opposition n'a pas voulu révéler ses contradictions internes et a choisi une certaine unité dans une démagogie certaine, il annonce pour terminer que son groupe votera « ce projet profondément transformé et d'une portée conforme à sa volonté et à son engagement d'aller vers une meilleure justice fiscale ».

M. Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche, met d'abord en parallèle les trois semaines de discussion consacrées à ce projet et les trois jours prévus pour le débat sur les options du VII^e Plan. A son avis, la discussion qui s'achève a révélé d'une part les divisions au sein de la majorité, d'autre part les divergences entre cette dernière et le gouvernement, et entre le président de la République et « sa » majorité parlementaire. « Voilà un fait nouveau, constate le maire de Marseille, qui méritait d'être relevé, évoquant l'ambition des R.I. et des centristes coalisés de devenir le groupe le plus important de la majorité présidentielle », il observe que le débat a donné lieu « à une sorte de bataille au sein de la majorité ».

M. Franchère, porte-parole du groupe communiste, souligne l'« extrême confusion » d'un débat qui « a retenu l'Assemblée pendant une période où elle avait pu s'occuper plus utilement de problèmes plus urgents, à savoir la sécheresse ». Il note que le texte final « ne frappe toujours pas les grosses fortunes ni la spéculation » et conclut : « En votant contre notre projet, nous continuerons à défendre la petite propriété, à laquelle nous ne cessons de porter atteinte. »

Pour M. Parizat, porte-parole du groupe réformateur, ce projet « revêt un caractère essentiellement technique, car il s'agit d'un principe nouveau dans notre fiscalité ». Il exprime la satisfaction de son groupe d'avoir réussi à faire prendre en compte « les réalités économiques, basées du progrès social, tout en préservant les contribuables les plus modestes ». Evoquant « le scénario de science-fiction politique présenté par M. Defferre », il affirme : « Loin de nous écarter de nos principes, nous avons fait notre travail de législateurs. M. Defferre nous prête des comportements politiques qui sont peut-être les siens, mais pas les nôtres. » Et il conclut en indiquant que : « Le groupe des réformateurs apportera au gouvernement dans sa très grande majorité un soutien actif et déterminé. »

M. Chirac, président du groupe des Républicains indépendants, laisse M. Defferre « et ses soutiens de la IV^e et aux moins-values qu'ils ont représentés pour la France ». Puis il regrette que le temps de la concertation entre le gouvernement et la majorité ne soit pas intervenu plus tôt. A son avis, le débat fut « long mais de qualité » ; quant à l'œuvre de réforme, « elle est plus que jamais une nécessité ».

« Trop de gens ont pensé que ce texte n'était pas à débiter », déclare M. Pourcade qui remercie tous ceux qui ont permis après six semaines de débat que ce texte soit parvenu à la qualité de loi. Il rappelle la « très grande intervention » et la « précision de leurs amendements ».

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a déclaré, mercredi 23 juin : « Il est des plus-values comme du foncier, de l'entreprise, de la famille et de beaucoup d'autres sujets. C'est la réforme par le verbe, sans que rien soit changé au fond. Avec la taxation des plus-values, le système fiscal ne sera évidemment pas plus juste, mais il sera encore plus compliqué. »

Dans nos dernières éditions d'hier, il fallait lire, page 9, dans l'article consacré aux plus-values (fin du quatrième paragraphe) : « l'imposition des professions libérales — passe à 10 % pour ceux qui réalisent 175 000 F de chiffre d'affaires annuel et plus » et non « en plus ».

Les travaux de

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant :

« Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

LES EXPLICATIONS DE VOTE

Mercredi matin, l'Assemblée nationale consacra une brève séance aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi à cette occasion tous les orateurs rendent hommage à M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances.

« Le rideau va tomber sur le final d'un spectacle hermétique, long et parfois confus », déclare M. Labbé, président du groupe U.D.R., qui conteste l'opinion selon laquelle son groupe aurait volontairement accumulé les obstacles sur le parcours du projet gouvernemental, un projet qu'il fallait, note-t-il, « faire sortir de la nuit ». Il justifie par conséquent les certaines suspensions de séance, « les votes parfois contradictoires, car techniques », les séances nombreuses et prolongées « en raison d'une étude insuffisante ». De même justifie-t-il le refus d'un renvoi du texte en commission et du dépôt d'un contre-projet « par M. Chirac (si il nous envoie de l'Etat et pour éviter tout procès d'intention) ». M. Labbé tire ensuite les enseignements de cette discussion :

« La concertation doit se situer très en amont de la discussion parlementaire, tout en excluant une confusion condamnable du rôle de l'exécutif et de la législation. »

« Il vaut mieux faire confiance au Parlement pour organiser ses travaux plutôt que de lui imposer une procédure d'urgence. »

« La discussion a souffert d'une politisation excessive et injustifiée dont nous voulons être définitivement libérés. »

Après avoir relevé que dans ce débat l'opposition n'a pas voulu révéler ses contradictions internes et a choisi une certaine unité dans une démagogie certaine, il annonce pour terminer que son groupe votera « ce projet profondément transformé et d'une portée conforme à sa volonté et à son engagement d'aller vers une meilleure justice fiscale ».

M. Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche, met d'abord en parallèle les trois semaines de discussion consacrées à ce projet et les trois jours prévus pour le débat sur les options du VII^e Plan. A son avis, la discussion qui s'achève a révélé d'une part les divisions au sein de la majorité, d'autre part les divergences entre cette dernière et le gouvernement, et entre le président de la République et « sa » majorité parlementaire. « Voilà un fait nouveau, constate le maire de Marseille, qui méritait d'être relevé, évoquant l'ambition des R.I. et des centristes coalisés de devenir le groupe le plus important de la majorité présidentielle », il observe que le débat a donné lieu « à une sorte de bataille au sein de la majorité ».

M. Franchère, porte-parole du groupe communiste, souligne l'« extrême confusion » d'un débat qui « a retenu l'Assemblée pendant une période où elle avait pu s'occuper plus utilement de problèmes plus urgents, à savoir la sécheresse ». Il note que le texte final « ne frappe toujours pas les grosses fortunes ni la spéculation » et conclut : « En votant contre notre projet, nous continuerons à défendre la petite propriété, à laquelle nous ne cessons de porter atteinte. »

Pour M. Parizat, porte-parole du groupe réformateur, ce projet « revêt un caractère essentiellement technique, car il s'agit d'un principe nouveau dans notre fiscalité ». Il exprime la satisfaction de son groupe d'avoir réussi à faire prendre en compte « les réalités économiques, basées du progrès social, tout en préservant les contribuables les plus modestes ». Evoquant « le scénario de science-fiction politique présenté par M. Defferre », il affirme : « Loin de nous écarter de nos principes, nous avons fait notre travail de législateurs. M. Defferre nous prête des comportements politiques qui sont peut-être les siens, mais pas les nôtres. » Et il conclut en indiquant que : « Le groupe des réformateurs apportera au gouvernement dans sa très grande majorité un soutien actif et déterminé. »

M. Chirac, président du groupe des Républicains indépendants, laisse M. Defferre « et ses soutiens de la IV^e et aux moins-values qu'ils ont représentés pour la France ». Puis il regrette que le temps de la concertation entre le gouvernement et la majorité ne soit pas intervenu plus tôt. A son avis, le débat fut « long mais de qualité » ; quant à l'œuvre de réforme, « elle est plus que jamais une nécessité ».

« Trop de gens ont pensé que ce texte n'était pas à débiter », déclare M. Pourcade qui remercie tous ceux qui ont permis après six semaines de débat que ce texte soit parvenu à la qualité de loi. Il rappelle la « très grande intervention » et la « précision de leurs amendements ».

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a déclaré, mercredi 23 juin : « Il est des plus-values comme du foncier, de l'entreprise, de la famille et de beaucoup d'autres sujets. C'est la réforme par le verbe, sans que rien soit changé au fond. Avec la taxation des plus-values, le système fiscal ne sera évidemment pas plus juste, mais il sera encore plus compliqué. »

Dans nos dernières éditions d'hier, il fallait lire, page 9, dans l'article consacré aux plus-values (fin du quatrième paragraphe) : « l'imposition des professions libérales — passe à 10 % pour ceux qui réalisent 175 000 F de chiffre d'affaires annuel et plus » et non « en plus ».

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant :

« Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

LES EXPLICATIONS DE VOTE

Mercredi matin, l'Assemblée nationale consacra une brève séance aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi à cette occasion tous les orateurs rendent hommage à M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances.

« Le rideau va tomber sur le final d'un spectacle hermétique, long et parfois confus », déclare M. Labbé, président du groupe U.D.R., qui conteste l'opinion selon laquelle son groupe aurait volontairement accumulé les obstacles sur le parcours du projet gouvernemental, un projet qu'il fallait, note-t-il, « faire sortir de la nuit ». Il justifie par conséquent les certaines suspensions de séance, « les votes parfois contradictoires, car techniques », les séances nombreuses et prolongées « en raison d'une étude insuffisante ». De même justifie-t-il le refus d'un renvoi du texte en commission et du dépôt d'un contre-projet « par M. Chirac (si il nous envoie de l'Etat et pour éviter tout procès d'intention) ». M. Labbé tire ensuite les enseignements de cette discussion :

« La concertation doit se situer très en amont de la discussion parlementaire, tout en excluant une confusion condamnable du rôle de l'exécutif et de la législation. »

« Il vaut mieux faire confiance au Parlement pour organiser ses travaux plutôt que de lui imposer une procédure d'urgence. »

« La discussion a souffert d'une politisation excessive et injustifiée dont nous voulons être définitivement libérés. »

Après avoir relevé que dans ce débat l'opposition n'a pas voulu révéler ses contradictions internes et a choisi une certaine unité dans une démagogie certaine, il annonce pour terminer que son groupe votera « ce projet profondément transformé et d'une portée conforme à sa volonté et à son engagement d'aller vers une meilleure justice fiscale ».

M. Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche, met d'abord en parallèle les trois semaines de discussion consacrées à ce projet et les trois jours prévus pour le débat sur les options du VII^e Plan. A son avis, la discussion qui s'achève a révélé d'une part les divisions au sein de la majorité, d'autre part les divergences entre cette dernière et le gouvernement, et entre le président de la République et « sa » majorité parlementaire. « Voilà un fait nouveau, constate le maire de Marseille, qui méritait d'être relevé, évoquant l'ambition des R.I. et des centristes coalisés de devenir le groupe le plus important de la majorité présidentielle », il observe que le débat a donné lieu « à une sorte de bataille au sein de la majorité ».

M. Franchère, porte-parole du groupe communiste, souligne l'« extrême confusion » d'un débat qui « a retenu l'Assemblée pendant une période où elle avait pu s'occuper plus utilement de problèmes plus urgents, à savoir la sécheresse ». Il note que le texte final « ne frappe toujours pas les grosses fortunes ni la spéculation » et conclut : « En votant contre notre projet, nous continuerons à défendre la petite propriété, à laquelle nous ne cessons de porter atteinte. »

Pour M. Parizat, porte-parole du groupe réformateur, ce projet « revêt un caractère essentiellement technique, car il s'agit d'un principe nouveau dans notre fiscalité ». Il exprime la satisfaction de son groupe d'avoir réussi à faire prendre en compte « les réalités économiques, basées du progrès social, tout en préservant les contribuables les plus modestes ». Evoquant « le scénario de science-fiction politique présenté par M. Defferre », il affirme : « Loin de nous écarter de nos principes, nous avons fait notre travail de législateurs. M. Defferre nous prête des comportements politiques qui sont peut-être les siens, mais pas les nôtres. » Et il conclut en indiquant que : « Le groupe des réformateurs apportera au gouvernement dans sa très grande majorité un soutien actif et déterminé. »

M. Chirac, président du groupe des Républicains indépendants, laisse M. Defferre « et ses soutiens de la IV^e et aux moins-values qu'ils ont représentés pour la France ». Puis il regrette que le temps de la concertation entre le gouvernement et la majorité ne soit pas intervenu plus tôt. A son avis, le débat fut « long mais de qualité » ; quant à l'œuvre de réforme, « elle est plus que jamais une nécessité ».

« Trop de gens ont pensé que ce texte n'était pas à débiter », déclare M. Pourcade qui remercie tous ceux qui ont permis après six semaines de débat que ce texte soit parvenu à la qualité de loi. Il rappelle la « très grande intervention » et la « précision de leurs amendements ».

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a déclaré, mercredi 23 juin : « Il est des plus-values comme du foncier, de l'entreprise, de la famille et de beaucoup d'autres sujets. C'est la réforme par le verbe, sans que rien soit changé au fond. Avec la taxation des plus-values, le système fiscal ne sera évidemment pas plus juste, mais il sera encore plus compliqué. »

Dans nos dernières éditions d'hier, il fallait lire, page 9, dans l'article consacré aux plus-values (fin du quatrième paragraphe) : « l'imposition des professions libérales — passe à 10 % pour ceux qui réalisent 175 000 F de chiffre d'affaires annuel et plus » et non « en plus ».

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant :

« Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

Les travaux de

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant :

« Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

LES EXPLICATIONS DE VOTE

Mercredi matin, l'Assemblée nationale consacra une brève séance aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi à cette occasion tous les orateurs rendent hommage à M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances.

« Le rideau va tomber sur le final d'un spectacle hermétique, long et parfois confus », déclare M. Labbé, président du groupe U.D.R., qui conteste l'opinion selon laquelle son groupe aurait volontairement accumulé les obstacles sur le parcours du projet gouvernemental, un projet qu'il fallait, note-t-il, « faire sortir de la nuit ». Il justifie par conséquent les certaines suspensions de séance, « les votes parfois contradictoires, car techniques », les séances nombreuses et prolongées « en raison d'une étude insuffisante ». De même justifie-t-il le refus d'un renvoi du texte en commission et du dépôt d'un contre-projet « par M. Chirac (si il nous envoie de l'Etat et pour éviter tout procès d'intention) ». M. Labbé tire ensuite les enseignements de cette discussion :

« La concertation doit se situer très en amont de la discussion parlementaire, tout en excluant une confusion condamnable du rôle de l'exécutif et de la législation. »

« Il vaut mieux faire confiance au Parlement pour organiser ses travaux plutôt que de lui imposer une procédure d'urgence. »

« La discussion a souffert d'une politisation excessive et injustifiée dont nous voulons être définitivement libérés. »

Après avoir relevé que dans ce débat l'opposition n'a pas voulu révéler ses contradictions internes et a choisi une certaine unité dans une démagogie certaine, il annonce pour terminer que son groupe votera « ce projet profondément transformé et d'une portée conforme à sa volonté et à son engagement d'aller vers une meilleure justice fiscale ».

M. Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche, met d'abord en parallèle les trois semaines de discussion consacrées à ce projet et les trois jours prévus pour le débat sur les options du VII^e Plan. A son avis, la discussion qui s'achève a révélé d'une part les divisions au sein de la majorité, d'autre part les divergences entre cette dernière et le gouvernement, et entre le président de la République et « sa » majorité parlementaire. « Voilà un fait nouveau, constate le maire de Marseille, qui méritait d'être relevé, évoquant l'ambition des R.I. et des centristes coalisés de devenir le groupe le plus important de la majorité présidentielle », il observe que le débat a donné lieu « à une sorte de bataille au sein de la majorité ».

M. Franchère, porte-parole du groupe communiste, souligne l'« extrême confusion » d'un débat qui « a retenu l'Assemblée pendant une période où elle avait pu s'occuper plus utilement de problèmes plus urgents, à savoir la sécheresse ». Il note que le texte final « ne frappe toujours pas les grosses fortunes ni la spéculation » et conclut : « En votant contre notre projet, nous continuerons à défendre la petite propriété, à laquelle nous ne cessons de porter atteinte. »

Pour M. Parizat, porte-parole du groupe réformateur, ce projet « revêt un caractère essentiellement technique, car il s'agit d'un principe nouveau dans notre fiscalité ». Il exprime la satisfaction de son groupe d'avoir réussi à faire prendre en compte « les réalités économiques, basées du progrès social, tout en préservant les contribuables les plus modestes ». Evoquant « le scénario de science-fiction politique présenté par M. Defferre », il affirme : « Loin de nous écarter de nos principes, nous avons fait notre travail de législateurs. M. Defferre nous prête des comportements politiques qui sont peut-être les siens, mais pas les nôtres. » Et il conclut en indiquant que : « Le groupe des réformateurs apportera au gouvernement dans sa très grande majorité un soutien actif et déterminé. »

M. Chirac, président du groupe des Républicains indépendants, laisse M. Defferre « et ses soutiens de la IV^e et aux moins-values qu'ils ont représentés pour la France ». Puis il regrette que le temps de la concertation entre le gouvernement et la majorité ne soit pas intervenu plus tôt. A son avis, le débat fut « long mais de qualité » ; quant à l'œuvre de réforme, « elle est plus que jamais une nécessité ».

« Trop de gens ont pensé que ce texte n'était pas à débiter », déclare M. Pourcade qui remercie tous ceux qui ont permis après six semaines de débat que ce texte soit parvenu à la qualité de loi. Il rappelle la « très grande intervention » et la « précision de leurs amendements ».

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a déclaré, mercredi 23 juin : « Il est des plus-values comme du foncier, de l'entreprise, de la famille et de beaucoup d'autres sujets. C'est la réforme par le verbe, sans que rien soit changé au fond. Avec la taxation des plus-values, le système fiscal ne sera évidemment pas plus juste, mais il sera encore plus compliqué. »

Dans nos dernières éditions d'hier, il fallait lire, page 9, dans l'article consacré aux plus-values (fin du quatrième paragraphe) : « l'imposition des professions libérales — passe à 10 % pour ceux qui réalisent 175 000 F de chiffre d'affaires annuel et plus » et non « en plus ».

LA FIN DU DÉBAT SUR LES PLUS-VALUES

L'opposition dénonce le caractère injuste du texte

Mercredi 23 juin après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale a procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi imposant les plus-values.

Au scrutin public, l'Assemblée a adopté par 256 voix contre 187 sur 479 votants et 453 suffrages exprimés, le texte dont le titre modifié par les députés est désormais le suivant :

« Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité. »

LES EXPLICATIONS DE VOTE

Mercredi matin, l'Assemblée nationale consacra une brève séance aux explications de vote sur l'ensemble du projet de loi à cette occasion tous les orateurs rendent hommage à M. Pourcade, ministre de l'économie et des finances.

« Le rideau va tomber sur le final d'un spectacle hermétique, long et parfois confus », déclare M. Labbé, président du groupe U.D.R., qui conteste l'opinion selon laquelle son groupe aurait volontairement accumulé les obstacles sur le parcours du projet gouvernemental, un projet qu'il fallait, note-t-il, « faire sortir de la nuit ». Il justifie par conséquent les certaines suspensions de séance, « les votes parfois contradictoires, car techniques », les séances nombreuses et prolongées « en raison d'une étude insuffisante ». De même justifie-t-il le refus d'un renvoi du texte en commission et du dépôt d'un contre-projet « par M. Chirac (si il nous envoie de l'Etat et pour éviter tout procès d'intention) ». M. Labbé tire ensuite les enseignements de cette discussion :

« La concertation doit se situer très en amont de la discussion parlementaire, tout en excluant une confusion condamnable du rôle de l'exécutif et de la législation. »

« Il vaut mieux faire confiance au Parlement pour organiser ses travaux plutôt que de lui imposer une procédure d'urgence. »

« La discussion a souffert d'une politisation excessive et injustifiée dont nous voulons être définitivement libérés. »

Après avoir relevé que dans ce débat l'opposition n'a pas voulu révéler ses contradictions internes et a choisi une certaine unité dans une démagogie certaine, il annonce pour terminer que son groupe votera « ce projet profondément transformé et d'une portée conforme à sa volonté et à son engagement d'aller vers une meilleure justice fiscale ».

M. Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche, met d'abord en parallèle les trois semaines de discussion consacrées à ce projet et les trois jours prévus pour le débat sur les options du VII^e Plan. A son avis, la discussion qui s'achève a révélé d'une part les divisions au sein de la majorité, d'autre part les divergences entre cette dernière et le gouvernement, et entre le président de la République et « sa » majorité parlementaire. « Voilà un fait nouveau, constate le maire de Marseille, qui méritait d'être relevé, évoquant l'ambition des R.I. et des centristes coalisés de devenir le groupe le plus important de la majorité présidentielle », il observe que le débat a donné lieu « à une sorte de bataille au sein de la majorité ».

صكنا من الامم

POLITIQUE

L'Assemblée nationale

La discussion du VII^e Plan

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette. Il s'agissait pourtant de déterminer la voie la meilleure pour le progrès du pays au cours des cinq prochaines années.

On ne se bousculait donc pas mercredi pour entendre M. Papon (U.D.R.), rapporteur général, regretter de ne point trouver dans le projet gouvernemental « une riposte au défi lancé par la crise ». Et au contraire M. Papon évoqua la situation des finances publiques, l'emploi et l'inflation, l'impression prévalait que, décidément, « le subi l'emportait sur le voulu », selon l'expression de M. Cornet (app. R.I.).

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette. Il s'agissait pourtant de déterminer la voie la meilleure pour le progrès du pays au cours des cinq prochaines années.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette. Il s'agissait pourtant de déterminer la voie la meilleure pour le progrès du pays au cours des cinq prochaines années.

Les travaux de l'Assemblée nationale

AT SUR LES PLUS-VALUES

le caractère injuste du texte

LIATIONS DE VOTE

La discussion a été...
Le projet de loi...
Le caractère injuste du texte...
Les liens de vote...

SCRUTIN

Le scrutin...
Les résultats...
Les voix...
Les abstentions...

Mercredi 23 juin, l'Assemblée nationale commence, sous la présidence de M. Edgar Faure, la discussion du projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social.

Pour M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, « ce septième plan est un véritable défi lancé à l'avenir... »

La croissance et ses principaux facteurs...
L'exportation et l'équilibre extérieur...
L'investissement...
L'industrialisation...

Les conditions de la croissance...
L'emploi...
L'inflation...
La monnaie...

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

Après le débat sur les plus-values, dont le vote final a offert la rare vision d'un hémicycle presque complet, force est de constater que la discussion du VII^e Plan n'a pas fait recette.

L'ORDRE DU JOUR DES TRAVAUX JUSQU'À LA FIN DE LA SESSION ORDINAIRE

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au 30 juin.

JEUDI 24 JUIN, matin, après-midi et soir : VII^e Plan.

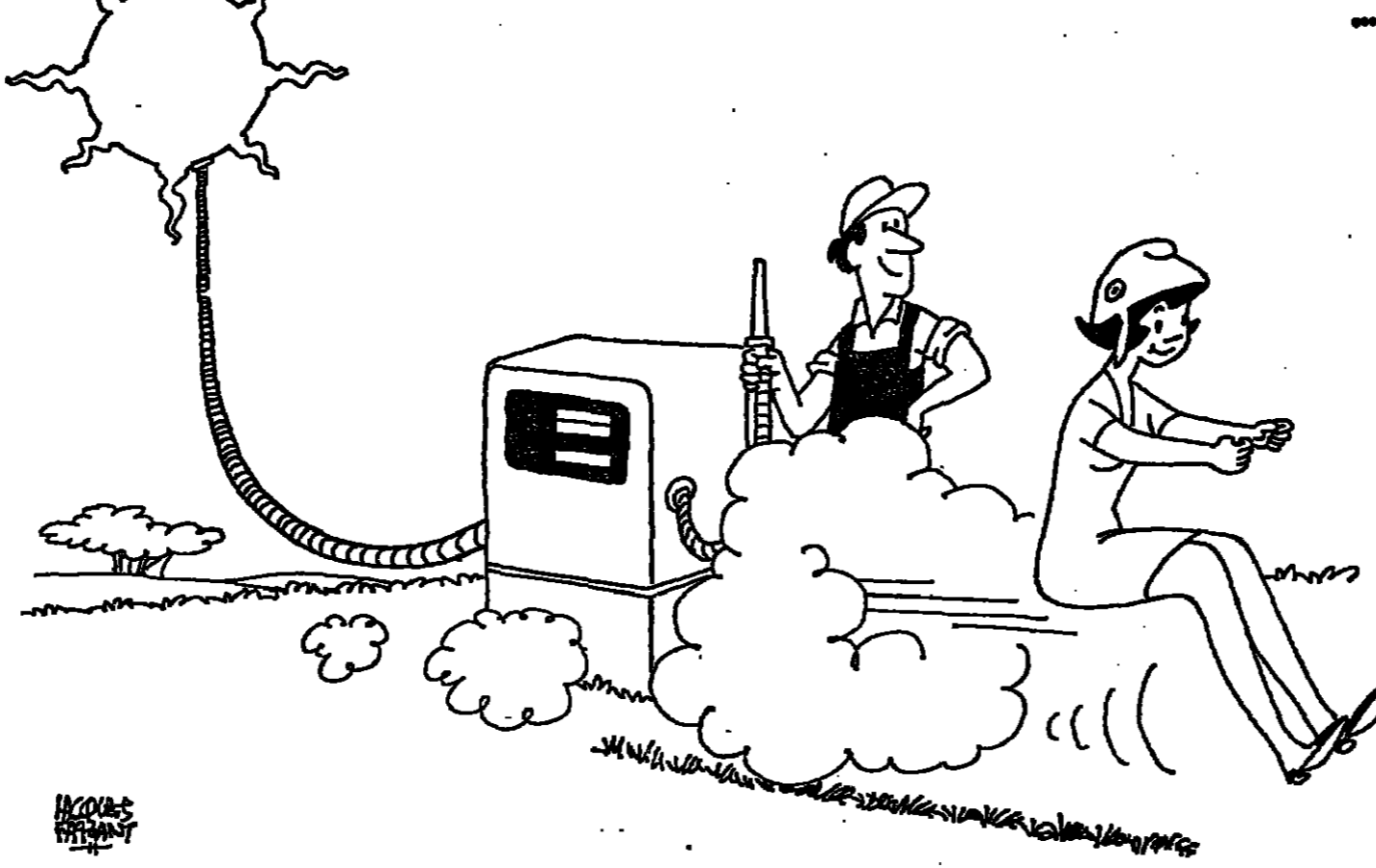
JEUDI 24 JUIN, matin, après-midi et soir : VII^e Plan.

JEUDI 24 JUIN, matin, après-midi et soir : VII^e Plan.

JEUDI 24 JUIN, matin, après-midi et soir : VII^e Plan.

JEUDI 24 JUIN, matin, après-midi et soir : VII^e Plan.

ELF AQUITAINE: MEME SI VOUS N'AVEZ PAS DE VOITURE, NOUS TRAVAILLONS POUR VOUS



... NOUS SOMMES AUSSI DES CHIMISTES, DES MINIEURS, ET DES SPECIALISTES DES ENERGIES NOUVELLES.

Elf Aquitaine est - et restera - une entreprise essentiellement pétrolière. Mais le pétrole n'est pas seulement une source d'énergie. C'est aussi une matière première pour la chimie et les plastiques. Nous sommes donc devenus l'un des grands de la pétrochimie française.

Du pétrole, on en trouve encore. Mais jusqu'à quand ?

Devant une telle incertitude, il faut d'abord économiser l'énergie. Elf Aquitaine participe activement à l'effort mené dans cette voie. Il faut aussi penser aux énergies nouvelles: Elf Aquitaine le fait. C'est ainsi que nous travaillons à l'exploitation de la géothermie et de l'énergie solaire.

Pour assurer l'avenir et mieux répartir les risques que comporte l'industrie pétrolière, Elf Aquitaine s'est orientée vers des activités complémentaires créatrices d'emplois: pharmacie, cosmétique, isolation dans le bâtiment.

Et, tirant parti de l'expérience minière de nos équipes, nous nous intéressons à la production du nickel et du charbon.

De toutes ces façons aussi, nous participons à l'activité économique du pays.



LES INTERETS QUE NOUS DEFENDONS CE SONT LES VOTRES

LE MONDE

Le Monde en Philatélistes

JUSTICE

LE PROCÈS DES MEURTRIERS DE M. GUEJ AUX ASSISÉS DE LA CORRÈZE

UNE MANIFESTATION INTÉPESTIVE DES JURÉS

Tulle. — D'une voix ferme, l'avocat général, M. Henri Bertron, excédé par les attaques portées contre lui, vient de passer à la contre-offensive, ce mercredi 23 juin, devant les assises de la Corrèze. « Non, s'exclame-t-il, je n'ai rien à cacher, je n'ai rien voulu dissimuler à cette cour. Mais ce n'est pas ici le procès de la maison d'arrêt de Brive, c'est celui des meurtriers du surveillant Amédée Guej. »

Soudain, au deuxième rang de l'enceinte réservée au jury, un homme brise le silence du prétoire : « C'est exact », lance-t-il, le doigt pointé vers l'avocat général stupéfait. Au même instant, deux autres jurés manifestent, de la voix et du geste, leur totale approbation. A un mètre des bancs de la presse.

M. Roland Dumas se lève immédiatement : « Cette manifestation d'opinion de plusieurs membres du jury est inadmissible. Elle transgresse les règles fondamentales d'une bonne justice. Monsieur le président, vous devez nous en donner acte. »

L'incident — redouté mais attendu — a éclaté. De chaque côté de la barre on se voit déjà en cassation : la Cour suprême est trop soucieuse du respect que chacun

Un jury suspect, un procès « en sursis », trois heures de procédure ont jeté le trouble dans le prétoire et modifié de façon presque irréversible le cours des débats. Incontestablement, la fougue et l'habileté procédurière de M. Roland Dumas ont réveillé une défense qui n'était guère sortie jusqu'à d'une timide et prudente expectative.

« C'est difficile à dire »

Face à un président précis, à un avocat général intriguant, à une partie civile pratiquant une tactique de harcèlement, les défenseurs semblaient hésiter, privés d'un autre important du fait l'absence de plusieurs témoins qui auraient pu exposer à la barre le curieux climat régnant à la maison d'arrêt de Brive avant le drame qui devait coûter la vie à M. Guej.

Mais, dès la reprise d'audience, mercredi après-midi, les débats prennent une nouvelle tournure,

De notre envoyé spécial

doit aux lois pour fermer les yeux devant une violation si ostensible des règles qui imposent aux jurés de ne point exprimer leur opinion avant d'être invités lors de la délibération finale.

Une longue bataille de procédure s'engage alors opposant à l'accusation et à la partie civile, devant des jurés un peu interloqués, qui en profitent pour discuter les uns avec des journalistes, d'autres avec des gendarmes, et les derniers avec le commissaire de police de Tulle. M. Roland Dumas, de plus en plus étonné, fera constater par huissier ces curieux comportements.

Le président, M. Jean Théron, qui lui-même commence à ne plus pouvoir cacher une certaine nervosité, semble surtout tenir à ce que l'on cesse de perdre un temps précieux. Opposant sa détermination à des défenseurs qu'il soupçonnerait volontiers de vouloir faire dévier le débat, il montrera trois heures durant qu'il est bien décidé à ce que ce procès continue — et se termine vite — devant sa cour... et devant les mêmes jurés. Il a certes entendu comme tout le monde les paroles intempestives du juré — supplémentaire — n° 10.

tout. Et quand M. Dumas, évoquant les interventions chirurgicales subies des dernières années par M. Guej, s'élève contre le fait de savoir si le gardien était encore en mesure d'exercer des fonctions de surveillance, l'expert s'alarme et demande au président s'il peut répondre à cette question, « car cela pourrait remettre en cause l'administration pénitentiaire ».

Ainsi, peu à peu, la défense, sachant ses dossiers difficiles, revient à ce que l'on parle un peu à la barre d'une administration qui, responsable directe du fonctionnement des établissements de détention, ne saurait échapper aux critiques souvent violentes qui lui ont été adressées à propos du désordre qui régnait à la maison d'arrêt de Brive-la-Gaillarde. Sans ne pouvoir rester longtemps sans rappeler les mises en garde adressées aux plus hautes fonctionnaires dans les tours mêmes qui ont précédé la mort de M. Guej par le docteur Chausse, médecin de la prison.

Curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

curieusement, personne ne l'a cité comme témoin : ni la partie civile, ni la défense, ni le ministère public. M. Roland Dumas demande donc au président d'usur de son pouvoir discrétionnaire de faire citer comme témoin un aussi vite que possible. « J'ai

Mais après tout, cet homme n'a été choisi par le sort que pour pallier l'éventuelle défaillance d'un « titulaire » au cours des débats, dont on avait prévu qu'ils seraient longs. Donnant acte sur ce point à la défense, la cour demande donc au premier juré remplaçant de se retirer. En revanche, elle rejette les conclusions de M. Dumas visant deux autres membres du jury : selon le président, ceux-ci n'ont fait que se retourner pour dire à leur collègue de se taire.

Face à une telle décision qui permet la continuation des débats, la défense dépose de nouvelles conclusions demandant leur suspension. Entre-temps, en effet, elle a adressé — par télexgramme — à la Cour de cassation une requête en sursis en suspens contre la cour d'assises de la Corrèze. A la nuit tombante, dans une salle d'audience encore à moitié pleine, où juges, jurés, avocats, accusés et public n'ont cessé de suffoquer sous la canicule, la cour rend un dernier arrêt : la requête en sursis est rejetée, si une décision de la Cour de cassation l'ordonne, les débats continueront... en attendant que les juges suprêmes donnent leur avis.

On ne connaît, pour l'instant, que la version officielle de l'incident. Selon M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de la région parisienne, la brigade criminelle avait réussi à identifier une bande de malfaiteurs « fortement soupçonnés » d'avoir participé au rapt de M. Guej. Mais, dans l'attente, les onze personnes interpellées figuraient un certain Jacques Caron. Dans son portefeuille, on avait trouvé une adresse : 23, rue de Joinville, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Deux inspecteurs se sont rendus à l'adresse indiquée, vers 18 h. 30. Dans l'entrée, sur une boîte aux lettres, ils ont vu, écrit au stylo-bille noir, à même le métal, Jacques Caron. Et, en dessous, d'une encre différente : Jean-Paul Plot. A côté de ce deuxième nom, qui était barré de deux traits, une inscription maladroite : « 2° porte droite ».

Il s'agissait, en fait, de la deuxième porte à droite du rez-de-chaussée. Mais les inspecteurs ont directement montés au deuxième étage, où ils ont sonné à la porte de droite. « Une femme est venue leur ouvrir, expose le directeur de la P.J. Les deux inspecteurs se sont présentés en disant : « police judiciaire » et ils ont montré l'un sa carte de police, l'autre sa plaque. »

Au moment où la femme leur expliquait qu'ils ne se trouvaient pas chez M. Caron, « les deux inspecteurs ont vu dans une glace un homme étendu sur un divan, en pyjama. Cet homme a saisi dans un étau un gros pistolet, un 11,43, et l'a braqué sur les inspecteurs. Ceux-ci, s'estimant alors en état de légitime défense, ont tiré ». Pendant ce temps, l'homme qui était dans l'appartement de M. Caron, au rez-de-chaussée, pouvait s'enfuir.

La victime, M. Bernard Baptedou, âgé de quarante ans, était depuis vingt ans employé à la Banque de France. Il avait une passion : la collection d'armes à feu. Selon M. Ducret, cinq revolvers de collection « mais soigneusement entretenus, en parfait état de fonctionnement, ont été retrouvés chez lui ». Il vivait depuis quelque temps dans cet appartement avec son amie, Mme Marie-Henriette Debarre, également employée à la Banque de France. C'est elle qui a ouvert la porte aux deux inspecteurs.

La préfecture de police confirme la version des inspecteurs. Mais son témoignage n'a pas été rendu public. Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France estime que la mort de M. Baptedou doit être imputée « soit au manque de sang-froid des policiers, soit, plus vrai-

ment, à la mauvaise foi du personnel de la Banque de France. C'est pourquoi, le 7 juillet, le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

POLICE

Après la mort de M. Bernard Baptedou

La tragique méprise de Fontenay-sous-Bois

Tragique méprise. Deux inspecteurs de la police judiciaire, qui recherchaient un suspect impliqué dans le rapt de M. Guy Thodoroff, l'industriel enlevé le 4 février dernier et relâché contre une forte rançon, ont tué un employé de banque parfaitement étranger à cette affaire. Les deux inspecteurs s'étaient trompés d'étage (nos dernières éditions).

On ne connaît, pour l'instant, que la version officielle de l'incident. Selon M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de la région parisienne, la brigade criminelle avait réussi à identifier une bande de malfaiteurs « fortement soupçonnés » d'avoir participé au rapt de M. Thodoroff. Mais, dans l'attente, les onze personnes interpellées figuraient un certain Jacques Caron. Dans son portefeuille, on avait trouvé une adresse : 23, rue de Joinville, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Deux inspecteurs se sont rendus à l'adresse indiquée, vers 18 h. 30. Dans l'entrée, sur une boîte aux lettres, ils ont vu, écrit au stylo-bille noir, à même le métal, Jacques Caron. Et, en dessous, d'une encre différente : Jean-Paul Plot. A côté de ce deuxième nom, qui était barré de deux traits, une inscription maladroite : « 2° porte droite ».

Il s'agissait, en fait, de la deuxième porte à droite du rez-de-chaussée. Mais les inspecteurs ont directement montés au deuxième étage, où ils ont sonné à la porte de droite. « Une femme est venue leur ouvrir, expose le directeur de la P.J. Les deux inspecteurs se sont présentés en disant : « police judiciaire » et ils ont montré l'un sa carte de police, l'autre sa plaque. »

Au moment où la femme leur expliquait qu'ils ne se trouvaient pas chez M. Caron, « les deux inspecteurs ont vu dans une glace un homme étendu sur un divan, en pyjama. Cet homme a saisi dans un étau un gros pistolet, un 11,43, et l'a braqué sur les inspecteurs. Ceux-ci, s'estimant alors en état de légitime défense, ont tiré ». Pendant ce temps, l'homme qui était dans l'appartement de M. Caron, au rez-de-chaussée, pouvait s'enfuir.

La victime, M. Bernard Baptedou, âgé de quarante ans, était depuis vingt ans employé à la Banque de France. Il avait une passion : la collection d'armes à feu. Selon M. Ducret, cinq revolvers de collection « mais soigneusement entretenus, en parfait état de fonctionnement, ont été retrouvés chez lui ». Il vivait depuis quelque temps dans cet appartement avec son amie, Mme Marie-Henriette Debarre, également employée à la Banque de France. C'est elle qui a ouvert la porte aux deux inspecteurs.

La préfecture de police confirme la version des inspecteurs. Mais son témoignage n'a pas été rendu public. Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France estime que la mort de M. Baptedou doit être imputée « soit au manque de sang-froid des policiers, soit, plus vrai-

ment, à la mauvaise foi du personnel de la Banque de France. C'est pourquoi, le 7 juillet, le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

Le Syndicat autonome du personnel de la Banque de France a décidé de faire passer une pétition à la préfecture de police, afin qu'elle soit déposée au parquet de la Seine.

semblablement, aux instructions générales qui leur sont données. Le secrétaire général du Syndicat autonome des inspecteurs de police, M. Pierre Watroux, pense, pour sa part, « qu'il s'agit d'une méprise tout à fait compréhensible. Nos collègues se trouvaient en état de légitime défense. Bien que nous soyons désolés, nous sommes certains que nos collègues n'ont commis aucune faute professionnelle ».

Enfin le Syndicat national des policiers en civil fait savoir qu'il « regrette profondément » cet accident et « présente ses condoléances aux familles de la victime ». Le syndicat estime toutefois que ce drame « ne résulte pas d'une faute commise par les deux inspecteurs, qui ont respecté les prescriptions légales et réglementaires ».

Après la « méprise » de Charonville, qui a coûté la vie, le 23 juillet dernier, à un inspecteur de police tué par ses collègues, celle de Fontenay-sous-Bois met de nouveau en relief les procédés à certains services de la police judiciaire parisiens. C'est ce que le directeur de la P.J. a pu constater lors de sa tournée de circonstance à l'occasion du drame. Mais on retiendra, une fois de plus, que la méprise des deux policiers a entraîné l'irréversible. Comment leurs collègues de la brigade antiracket, ceux de la brigade criminelle, n'ont-ils pas, dans leur majorité, rompus à la pratique du tir instinctif, qui vient au premier vite et que l'on tue son adversaire.

Une telle méthode suppose une totale maîtrise de soi. Malheureusement, si la technique est au point, on ne peut en dire autant de la préparation physique et psychologique des « G-Men » français.

Une conférence de presse de M. Michel Poniatowski

« OUBLIEZ TOUT SAUF VOTRE SÉCURITÉ »

Huit mille personnes ont été tuées (dont cinq mille sur la route) et cent trente mille blessées au cours des vacances 1975. Pendant la période estivale, le taux des accidents mortels est presque deux fois plus élevé que le reste de l'année. Cette hécatombe a incité le ministre de l'Intérieur à rappeler, mercredi 23 juin, au cours d'une conférence de presse, quelques conseils de prudence en prélude à une campagne sur le thème « en vacances, oubliez tout, sauf votre sécurité ».

M. Michel Poniatowski a formulé quelques règles essentielles touchant à la circulation routière (vitesse, ceinture de sécurité, ivresse, caravanisme), aux bagarres (signalisation de l'état de la mer, prévention de l'hydrocution), à la montagne (entraînement, météo, précautions, à proximité des plages). Le ministre de l'Intérieur a précisé que deux mille gendarmes et C.R.S. sont renforcés pendant les vacances, les effectifs dans les lieux de villégiature afin, notamment, d'assurer la sécurité sur les plages.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

La Confédération des étudiants iraniens proteste, dans un communiqué, contre une perquisition faite le 21 juin au domicile de M. Michel Poniatowski à Paris par des policiers de la 5^e brigade territoriale. Selon ce communiqué, la jeune fille, interpellée chez elle, a été interrogée notamment sur la présence de documents de la Savak (police politique iranienne) au domicile.

La préfecture de police confirme les faits en déclarant que l'interrogatoire sur ce dernier point n'était qu'un accessoire à l'opération ayant été menée après réception d'une lettre anonyme dénonçant l'existence d'armes dans l'appartement occupé par l'étudiante. L'opération s'est révélée négative à ce sujet.

POLICE

Après la mort de M. Bernard Baptiste

La tragique méprise de Fontenay-sous-Bois

Tragique méprise. Deux inspecteurs de la police judiciaire, qui recherchaient un suspect impliqué dans le rapt de M. Guy Thodoroff, l'industriel saisi le 4 février dernier et relâché contre une caution de 10 millions de francs, ont tué un employé de banque par erreur. Les deux inspecteurs s'étaient trompés d'étage (nos éditions).

Une conférence de presse de M. Michel Padoa-Schioppa

Après la mort de M. Bernard Baptiste, le directeur de la police judiciaire, les deux inspecteurs ont été révoqués. L'enquête sur la mort de M. Bernard Baptiste, un employé de banque, a révélé une tragique méprise. Les deux inspecteurs, qui recherchaient un suspect impliqué dans le rapt de M. Guy Thodoroff, l'industriel saisi le 4 février dernier et relâché contre une caution de 10 millions de francs, ont tué un employé de banque par erreur. Les deux inspecteurs s'étaient trompés d'étage.

SCIENCES

La mort de M. Bernard Baptiste a suscité de nombreuses réactions. Les deux inspecteurs ont été révoqués. L'enquête sur la mort de M. Bernard Baptiste, un employé de banque, a révélé une tragique méprise. Les deux inspecteurs, qui recherchaient un suspect impliqué dans le rapt de M. Guy Thodoroff, l'industriel saisi le 4 février dernier et relâché contre une caution de 10 millions de francs, ont tué un employé de banque par erreur. Les deux inspecteurs s'étaient trompés d'étage.

AL BOEUF 21^e ans

AÉRONAUTIQUE

La SNIAS a enregistré un déficit de 1350 millions de francs en quatre ans

Menaces de licenciements aux usines de Châteauroux

Présentant les comptes pour 1975 de la société au comité central d'entreprise, réuni mercredi 23 juin à Paris, le général Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), a annoncé que le déficit s'élevait à 487 millions de francs. Pour la quatrième année consécutive, la SNIAS, qui construit notamment Concorde, l'Airbus, des hélicoptères et des missiles, est contrainte d'annoncer un déficit d'exploitation qui s'élève, au total, à 1350 millions de francs depuis 1972.

Le président de la Société nationale a confirmé, d'autre part, sa décision de fermer, comme prévu avant sa nomination, les usines de Châteauroux et de transférer à Toulouse les bureaux d'études précédemment installés à Suresnes (Hauts-de-Seine). La fermeture des ateliers de Châteauroux entraînerait le licenciement collectif de deux cent soixante personnes, si d'autres mesures n'intervenaient pas.

Après des conditions économiques supportables, les activités de réparations de ces ateliers. Selon lui, la situation générale des charges de réparations fait apparaître une baisse sensible à court terme parce que l'amélioration de la qualité des matériels a modifié le cycle des passages en réparations et parce que les matériels, dont la réparation était confiée aux usines de Châteauroux — les avions P-100 et Fouga — ont été éliminés dans l'armée de l'air française.

A propos du transfert du bureau d'études de Suresnes à Toulouse, le général Mitterrand a indiqué que le réemploi des cent quarante ingénieurs spécialistes était garanti à l'occasion de ce regroupement des moyens d'études.

La construction en série de l'avion triacteur Mystère-50 a fait l'objet d'un protocole d'accord signé par le gouvernement, le constructeur (la société privée Dassault-Breguet) et la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), qui fabriquent des éléments de l'appareil.

Cette signature donne le feu vert à un programme. L'accord définit les conditions d'aide de l'Etat : une aide remboursable sur les ventes dès le premier appareil de série, couvrant les dépenses de développement et d'industrialisation à 100 % pour la SNIAS et à 60 % pour Dassault.

Le prototype du Mystère-50 doit voler en novembre prochain. Les premières livraisons sont prévues pour la fin de 1978.

LA SNIAS ET DASSAULT FABRIQUERONT ENSEMBLE LE TRIACTEUR MYSTÈRE-50

La construction en série de l'avion triacteur Mystère-50 a fait l'objet d'un protocole d'accord signé par le gouvernement, le constructeur (la société privée Dassault-Breguet) et la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), qui fabriquent des éléments de l'appareil. Cette signature donne le feu vert à un programme. L'accord définit les conditions d'aide de l'Etat : une aide remboursable sur les ventes dès le premier appareil de série, couvrant les dépenses de développement et d'industrialisation à 100 % pour la SNIAS et à 60 % pour Dassault. Le prototype du Mystère-50 doit voler en novembre prochain. Les premières livraisons sont prévues pour la fin de 1978.

Un naufrage

Aucune entreprise ne résisterait longtemps à une telle gestion, et le général Mitterrand lui-même, notait récemment que la SNIAS, sous sa forme passée ou actuelle, a connu six présidents successifs en quinze ans sans pour autant parvenir à se redresser. Dans des circonstances équivalentes, une autre société, privée, aéronautique ou non, aurait déjà déposé son bilan.

La mévente de Concorde n'explique pas, à elle seule, le naufrage d'une société qui occupe plus de trente-six mille personnes, sans compter les filiales. Des erreurs de « management » — tels la décision de construire l'avion d'affaires Corvette ou le désintérêt que des prédécesseurs du général Mitterrand ont manifesté envers les problèmes de commercialisation ou de simple gestion financière — ont largement contribué à l'asphyxie de la société nationale.

Mais il existe bien d'autres raisons, qui dépassent la seule SNIAS et qui mettent en cause, en réalité, le rôle de l'Etat, propriétaire de la société, client privilégié, bailleur de fonds principal et tuteur pointilleux ou brouillon selon les administrations qui tentent d'exercer leur contrôle.

« Si je voulais philosopher, a confié un jour le général Mitterrand, je dirais qu'en réalité les problèmes de la SNIAS trouvent leurs origines dans le fait que depuis fort longtemps, pourquoi pas depuis 1945, on ne perçoit pas d'une manière évidente les lignes directrices d'une politique aéronautique et d'une politique à l'égard de l'entreprise nationale. » Jamais, auparavant, un diagnostic sur la crise de la SNIAS n'avait été posé avec autant de lucidité.

Après avoir accablé la préférence de la société, alors que des responsables pressentis avant lui avaient finalement décliné l'offre, le général Mitterrand avait affirmé qu'il n'était pas parti « sans biscuits », c'est-à-dire sans promesses ou garanties gouvernementales, dans une telle aventure. Les comptes de la SNIAS viennent — on l'espère — d'être apurés. Il est temps que le président-directeur général commence à montrer les atouts, ou les « biscuits », qu'il est censé avoir obtenu de l'Etat, sinon il devra présenter sa démission comme l'ont fait, dans d'autres circonstances, la plupart de ses prédécesseurs.

Il se pourrait que l'un des atouts du général Mitterrand consiste dans le lancement, en coopération avec des partenaires européens ou américains, d'un nouvel avion subsonique de transport commercial, dont le premier ministre avait pris l'initiative. Il y a un an, au Salon aéronautique du Bourget.

La SNIAS n'est pas la seule à considérer que la responsabilité d'un tel programme lui revient de droit. Le groupe privé Dassault-Breguet a légitimement le même ambition. Et cette concurrence explique, en partie, le retard que le gouvernement apporte à rendre son arbitrage et à mieux définir les rapports industriels de fait entre les deux grandes sociétés françaises.

JACQUES ISNARD.

DÉFENSE

LE QUATRIÈME PROTOTYPE DU BIRÉACTEUR ALPHA-JET S'ÉCRASE DANS LES LANDES

Le quatrième prototype de l'avion franco-allemand d'entraînement et d'appui tactique Alpha-Jet s'est écrasé, mercredi 23 juin, en bordure de la route de Capenx-et-Réaut (Landes), non loin de la piste de la base de Mont-de-Marsan. Les deux occupants, le commandant René-Jean Boffi, quarante-cinq ans, et le capitaine Jean Brossier, trente-quatre ans, ont été tués sur le coup. Une commission d'enquête mixte franco-allemande devra déterminer les causes de cet accident, le premier survenu à un Alpha-Jet.

Après des essais de systèmes et de réception depuis son premier vol en octobre 1974, le quatrième prototype, assemblé en République fédérale d'Allemagne, effectuait des tests d'utilisation militaire à Mont-de-Marsan. Lors d'un atterrissage de précision suivi immédiatement d'un redécollage avec un des deux réacteurs volontairement maintenus au ralenti pour simuler une panne brutale de moteur, l'appareil a accroché, avec le côté droit du train principal d'atterrissage, la barrière d'arrêt destinée à retenir un avion qui dépasserait accidentellement la piste d'envol.

A Lyon

UN ÉLÈVE EST EXCLU DE L'ÉCOLE DE SANTÉ DES ARMÉES

M. Gilbert Cornillon a été exclu de l'École de santé des armées de Lyon, où il était inscrit en quatrième année du deuxième cycle. Cette décision met fin à une longue contestation par l'intéressé, qui avait signé son contrat d'engagement en 1969. Il prétendit résilier ce contrat trois ans plus tard. Cette démarche n'étant pas admise par le règlement militaire, il ne restait plus à M. Gilbert Cornillon qu'à se soumettre ou à recourir à des mesures dilatoires.

Pour lui, le médecin militaire est enfermé dans un système incompatible avec l'idéal médical, du moment qu'il est amené à agir en fonction des nécessités du service. Pour avoir exprimé cette opinion dans le *Quotidien de Paris*, au mois de mai 1975, il fut puni de soixante jours d'arrêts de rigueur. Sa démission étant refusée, malgré un échec volontaire aux examens, M. Gilbert Cornillon en vint à désertier l'école, poursuivant sa formation dans un hôpital public. De guerre lasse, il se présenta de nouveau à l'école au début de cette année et fut mis aux arrêts de rigueur.

370E.H.T. 444Ftc. CLEN

vos dossiers à portée de la main dans cette élégante dosette à 9 trous en plastique résistant. Cadenas métallique, anneaux latéraux en 6 couleurs au choix. Deux grandes équerres pour repérage immédiat des documents.

CC55 09HR CHEZ VOTRE PAPETER

MAGASIN EXPOSITION: PARIS 8: 35 rue FRIEDLAND, Tél. 801.16.72. LYON 2: 176, rue J. GUESCLIN, Tél. 201.62.01. BRUXELLES: 73 rue SARA, Tél. 021.52.38.28. SI BENOIT la font 37500 CHINON

DOCUMENTATION GRATUITE à CLEN zone industrielle de BRUXELLES: 73 rue SARA, Tél. 021.52.38.28. SI BENOIT la font 37500 CHINON

JOSEPH MARSANT

la 7^e mort du Che

ROMAN

ALBIN MICHEL

(CUBA) : La douceur des Caraïbes les plus jolies filles du monde, un parfum de Havane... mais aussi Castro, Che Guevara, Régis Debray, les Russes, la C.I.A., le carrefour des révolutions et de l'espionnage mondial.

Un cocktail explosif, un roman d'aventures de notre temps : "la 7^e mort du Che"

se les voix le droit à

ETUDE

L'expressionnisme allemand

et ses

ASSASSIN



Conçu dans l'intention de présenter une vue globale du mouvement, ce numéro exceptionnel, richement illustré, permet de se rendre compte combien l'expressionnisme a touché, dans les pays germaniques, tous les domaines artistiques. Non seulement ce genre de synthèse, de la peinture au cinéma, est réalisé en France pour la première fois, mais de nombreux textes documentaires, jusqu'alors inédits en français, complétés par des études spécialisées, nous plongent dans l'étonnante prolifération d'une avant-garde qui fut aussi l'une des plus productives du début du siècle.

A partir d'articulations qui marquent ses différentes phases évolutives (préudes, éclats, écartes), on passe ainsi du Norvégien Munch au groupe des « Cavaliers bleus », puis aux conceptions théâtrales de Kandinsky, Lothar Schreyer, Friedrich Wolf, Georg Kaiser. L'immédiate postérité de l'expressionnisme est envisagée elle aussi : à travers les manifestes dadaïstes et les proclamations du Groupe Novembre, le programme de théâtre prolétarien développé par Rudolf Leonhard, le théâtre politique d'Erwin Piscator. Enorme travail de recherche et de réflexion, accompli par une équipe de germanistes et de comparatistes, et d'autant plus inappréciable en ce qui concerne les traductions. Enfin nous disposons de larges extraits de l'ouvrage classique de Rudolf Kurre, publié en 1926, sur l'expressionnisme au cinéma. Et nous parvenons, presque cinquante ans après sa rédaction, le magistral essai d'Alfred Döblin sur la structure de l'œuvre épique, véritable morceau d'anthologie pour une théorie du roman moderne.

En dirigeant ce numéro d'« Obliques » (on ne saurait oublier que cette revue est née avec le Théâtre d'Oblique d'Henri Ronsse), Lionel Richard a fait la part belle au théâtre. Son propre livre, « D'une apocalypse à l'autre », approfondit, en revanche, l'ensemble des problèmes artistiques et littéraires tels qu'ils se posent en Allemagne, de Guillaume II aux années qui précèdent directement le III^e Reich. L'expressionnisme n'en forme donc qu'une partie, le reste de l'ouvrage portant tout autant sur les courants qui lui sont postérieurs : le dadaïsme, le mouvement de culture prolétarienne, la nouvelle objectivité. Les pages consacrées à Hugo Ball, notamment, nous semblent éclairer de façon originale la fondation du cabaret Voltaire et du Dada zurichois.

En fonction de cet intérêt général pour l'expressionnisme et l'Allemagne des années 20, Jean-Michel Palmier esquisse le portrait de cette génération allemande qui, préoccupée d'une réforme à la fois des arts et de la société, vit peu à peu ses idéaux bafoués par les horreurs du temps. Génération restée méconnue en France, pour nous passionnante aujourd'hui par sa quête de nouveau. A cette occasion nous avons demandé à Lionel Richard de nous confier quelques-unes de ses traductions inédites.

F. W.

★ D'UNE APOCALYPSE A L'AUTRE, traduit « 19-18 », par Lionel Richard, 448 pages, 15 F.

★ L'EXPRESSIONNISME ALLEMAND, dans « Obliques » n° 6-7 (Roger Borel, les Piles, 25100 Nyons), diffusion Nouveau Quartier Latin, 78, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris, 94 F.

Curieusement l'expressionnisme allemand revient, ces derniers temps, sous les feux de l'actualité. De jeunes metteurs en scène montent des pièces de Wedekind et de Toller. On s'enthousiasme pour la musique de Gustav Mahler et d'Arnold Schönberg. On expose Egon Schiele, le Kandinsky de la période mûrissante, Karl Schmidt-Rottluff. Peut-être cet art exacerbé, né d'un sentiment de crise, correspond-il maintenant davantage à notre époque de désarroi. C'est dire, en tout cas, l'opportunité que serait-ce que pour améliorer nos connaissances de la dernière livraison d'« Obliques ».

ENSEVELI sous les ruines de la République de Weimar et de deux guerres, accusé d'avoir préfiguré l'idéologie nazie par certains critiques marxistes, martyrisé, anéanti comme « bolchevisme culturel » ou comme « art dégénéré » par les nazis eux-mêmes, l'expressionnisme est de tous les mouvements d'avant-garde qui s'épanouissent au début du siècle le plus étrange et le moins connu. Sans doute les circonstances historiques dans lesquelles il apparaît ne suffisent-elles pas à expliquer le linéaire d'oubli qui l'enveloppe encore. Il y a dans ses productions quelque chose de désespéré, d'angoissant, qui heurte souvent.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces cris de révolte, de ces appels enflammés à la fraternité universelle, de cette aspiration à un autre monde, une autre vie ? Deux

ouvrages le disent avec une rare acuité : Lionel Richard, après sa très belle anthologie *Expressionnisme allemand* (Maspero, 1974), nous propose sous le titre *D'une apocalypse à l'autre* un panorama esthétique et sociologique des tendances artistiques allemandes entre 1900 et 1930 : la revue *Obliques*, enfin, réunit des documents, études rédigées par des spécialistes internationaux, manifestes, reproductions — dont on ne saurait trop souligner l'intérêt.

En lisant ces deux volumes, on rencontrera pourtant plus de questions que de réponses. Qu'est-ce que l'expressionnisme ? Dans la préface qu'il écrit dans les dernières années de sa vie pour une

UNE GÉNÉRATION

anthologie de la poésie expressionniste, Gottfried Benn affirmait ignorer de quoi il s'agissait. Quoi de commun entre les productions sombres des peintres du Pont et la luxuriance de couleurs que l'on trouve chez Franz Marc ou Kandinsky ? Par ailleurs, certaines œuvres qualifiées en France de « cubistes », en Italie de « futuristes » devenaient en Allemagne « expressionnistes ». Aussi Lionel Richard a-t-il raison d'interroger toute l'avant-garde européenne qui se rencontre à Berlin.

C'est, en effet, à Berlin, autour de la galerie et de la revue *Der Sturm*, dirigée par Herwarth Walden, que le mouvement connaît sa première notoriété. Mais loin

de se limiter à la peinture, l'expressionnisme embrasse tous les arts, il se répand dans les cafés littéraires parmi la bohème, fréquente les cabarets avec Kurt Hiller et Else Lasker-Schiller. A travers toutes les œuvres se développe une même mythologie : haine de la ville géante qui effrayait déjà Verhaeren, pressentiment de l'écroulement de 1914, aspirations à une transformation de l'homme, à une reconstruction du monde à partir du pouvoir démoniaque du Je qui éclate en visions et en cris. La jeunesse sent planer sur toute l'Europe une odeur de charnier. Elle rêve d'apocalypse et de résurrection. La guerre de 1914 conduit beaucoup de ces artistes vers l'acti-

GEORGE GROZ

Né en 1893. Appartient au Dada berlinois. Connu comme peintre, mais écrit aussi quelques poèmes, dont un publié en novembre 1915 dans *Die Aktion*. Emigra en 1932 aux Etats-Unis. Après la guerre, retour à Berlin, où il est mort en 1959.

Chanson

En nous toutes les passions
Et tous les vices
Et tous les soleils et les astres,
Abîmes et collines,
Airbres, animaux, forêts, fleuves.
C'est cela que nous sommes.
Nous faisons l'expérience de la vie
En nos veines,
En nos nerfs.
Nous perdons pied.
Suffoquant parmi les blocs gris des maisons.
Sur des ponts d'acier.
Une lumière de mille ampoules
Nous nimbe,
Et mille nuits violettes
Gravent des rides accusées
Sur nos visages.

GEORG HEYM

Né à Hirschberg (Silésie) en 1887. Enfance à Berlin. Etudes supérieures (droit) à Würzburg, Jena et Berlin. Docteur en 1912. Se note accidentellement en 1912, en participant sur la Havell place. L'un des plus grands poètes de l'époque avec Georg Trakl. Le poème ci-dessous date de juin 1905.

A Hölderlin

Et toi aussi tu es donc mort, fils du printemps ?
Toi dont la vie ne ressemblait toute
Qu'à des flammes resplendissantes en des souterrains de nuit
D'où les hommes à jamais cherchent en vain
L'issue et la libération ?
Tu es mort. Car ils ont follement tendu la main
Vers ta flamme pure
Et l'ont éteinte. Car toujours
Par ce bétail fut haï le sublime.
Et comme les Moires
Plongeaient dans une souffrance infinie
Ton esprit qui légèrement s'agitait,
Dieu enveloppa d'un bandeau de ténèbres
La tête suppliciée de son fils pieux.

PAUL ZECH

Né en 1881 à Briesen (Prusse Occidentale). Père instituteur. Animé d'un idéalisme socialisant, il interrompit ses études pour travailler comme mineur dans la Ruhr, en Belgique et dans le nord de la France. Plus tard, journaliste, dramaturge et bibliothécaire à Berlin. Fut l'un des délégués de la revue expressionniste *Die Neue Pathos*. A l'arrivée au pouvoir des nazis, il fut interné à Spandau. En 1937, libéré, il émigra en Amérique du Sud, où il prit part à la lutte antifasciste. Mort à Buenos-Aires en 1946. Le poème ci-dessous est de 1914. Il a été écrit antérieurement à la guerre.

Jeunesse

Sur l'asphalte des rues stagne le goudron chaud.
Les fenêtres jettent des regards borgnes comme de bandeaux
Noirs.
La fumée s'effondre, ne pouvant trouver de guide
Et ignorant tout d'un lumineux retour.
Les cloches polissent le Kyrie Eleyson,
Filet de pêche tendu jusque dans les maisons. Plusieurs prient,
Trouvant leurs dieux. L'un descend des prophètes
Et sourit avec sagesse comme un froid vieillard.
Mais nous, cette apathie nous aiguillonne. Nous,
Suffisamment pressurés sous le joug,
Déchirons en morceaux l'habit noir de suie
Et poursuivons notre marche, impassibles comme des meurtriers.
Déjà le dernier pont flanche !
Nous devons nous dépêcher.
Remonter les rues, cette nuit encore perdre du sang.

ANDRE STIL
Romansonge

SELECTION GONCOURT

"Pudeur vraie. Une réussite en même temps qu'un heureux renouvellement du genre"

MAURICE CHAVARDES
"TEMOIGNAGE CHRETIEN"

"C'est de l'amour vrai
qu'André Stil a fait un roman vrai".
ANDRE WURMSER "L'HUMANITE"

JULLIARD

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

OFFRE DE SITUATION
RESERVEE A DES ETUDIANTS

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE est responsable de la présence active de grandes publications et maisons d'édition dans le monde universitaire et scolaire.

Il assure ainsi une action permanente de publicité, de promotion et de vente d'ouvrages ou d'abonnements dans les universités et les lycées.

Il recherche pour renouveler en partie sa force de vente :

- SON CHEF D'AGENCE A LYON (à plein temps)
- Il a 25 ans environ et une solide formation supérieure.
- Il est capable d'organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de l'agence, de recruter, diriger et animer une équipe de délégués étudiants salariés.
- Fixe + pourcentage : 50 000 F + annuels.
- Formation complète assurée.

SES CHEFS DE CENTRE A

GRENOBLE, MONTPELLIER, NANCY et RENNES.

Qui pour une fonction similaire à celle d'un chef d'agence, pourront éventuellement poursuivre leurs études de troisième cycle en occupant leur poste.

- Fixe + pourcentage : 30 000 F + annuels.

SES CHEFS DE CENTRE A

AIX-EN-PROVENCE, AMIENS, BESANCON, BREST, CAEN, CLERMONT-FERRAND, CRETEIL, DIJON, LIMOGES, MARSEILLE, NANTES, NANTERRE, NICE, ORLEANS, ORSAY, POITIERS, ROUEN, REIMS, TOURS, VILLETANEUSE, VINCENTES.

Postes également accessibles à des étudiants poursuivant des études de second cycle.

- Fixe + pourcentage : 20 000 F + annuels.

Il sera répondu à toutes les candidatures - Prise de contact rapide - Stage deuxième quinzaine d'août - Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1976.

Adressez votre candidature (CV + photo) à :

Jeanne JAEGER - Réf. 101 - Service du Recrutement

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

15, rue Tiphaine - 75015 PARIS

AM

Marcel
Brion
de l'Académie française



Algues
Roman

"Un pouvoir d'évocation presque magique. M. Brion caresse ses paysages et ses personnages imaginaires avec l'œil et pour ainsi dire avec la main de l'amateur de peinture et tout se met en mouvement et en vie." Robert KANTERS / LE FIGARO

"L'imagination de l'auteur prend un plaisir contagieux à découvrir à peine avant le lecteur ce qu'elle invente".
Bertrand POIROT-DELPECH / LE MONDE.

"Un roman d'une beauté inhabituelle. Une nouvelle géographie du rêve et du fantastique. L'admirable est que le romancier parvient, d'une manière si spontanée, si merveilleusement inventive, à créer cet univers différent."
Lucien GUISSARD / LA CROIX ALBIN MICHEL



si vous aimez LES LIVRES
si vous ne savez plus où les acheter...
Pour vous installer
ULTRA RAPIDEMENT
à des prix IMBATTABLES

LA MAISON DES

BIBLIOTHEQUES

150 modèles vitrines
Superposables - Juxtaposables
Des centaines de combinaisons
d'assemblage

Spécialités de Rustique
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit

LA MAISON

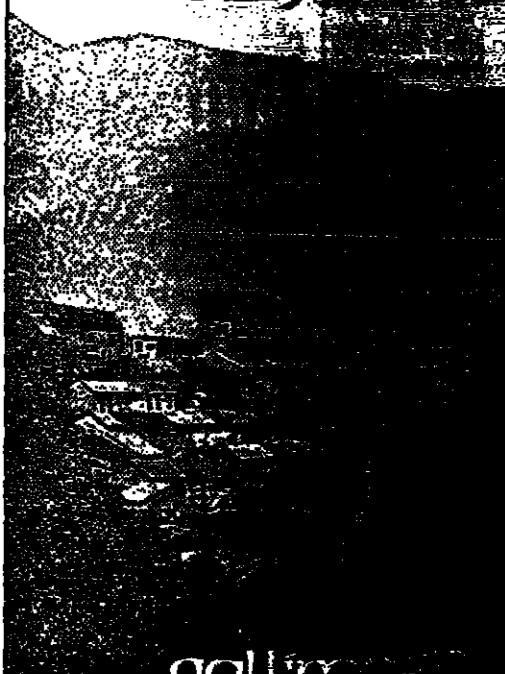
DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Tél. : 833.73.23

Ouvert tous les jours,
même le samedi, de 9h à 19h

LE ROY
mont
ville
OCC
de 1901



gallim

مكتبة الامم

Les utopies raisonnables de Paul Goodman

Une nouvelle croisade contre le « discount »

de francs, les 62 800 litres d'huile qu'elle proposait en 1974 sont aujourd'hui devenus 100 000 litres. Le débat qu'elle organise semaine après semaine ont fait leur public intellectuel. Alors pourquoi pas d'autres librairies FNAC ? Justement ! Il y en aura d'autres. A l'automne de 1977, il s'en ouvrira une à Marseille — 600 mètres carrés dans le quartier renommé de la Corniche — et une autre à Paris, rue de la Harpe, signé aussi pour une implantation parisienne sur la rive droite, du côté des anciennes Halles à partir de 1978. Et dans les cartons existent d'autres projets, bien que moins avancés : trois ou quatre autres grandes villes, dont Lyon. Des « relais » sont en cours de développement, attendant Grignol, Mulhouse, Seltorf, et autant que possible, avec des librairies a.

derrière Festival international du livre de Nice. Le débat organisé par les « maisons de la presse » avait mis l'accent sur le livre considéré par certains distributeurs comme un « produit prévenu », n'engageant aucune spécialisation si ce n'est une connaissance des modes des goûts du client. Ainsi les « maisons de la presse » se faisaient, dans l'épreuve du « discount », les alliés de libraires comme Pierre Torrelles, renommé à Montpeller, et aussi poète. Pour beaucoup, c'est bien l'appartenance à leurs côtés de tels renforts (2 500 points de vente ou passent chaque jour 1 500 000 clients) qui pourrait donner à la nouvelle contre-offensive une chance de réussite.

Est-il aberrant de solliciter — fût-ce pour le livre — un prix imposé en période d'inflation ? C'est risquer de s'entendre traiter de « poujadiste », de « corporatiste ». Alors il faut élever le débat.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

A LA FNAC

ANDRÉ GOULLOU ET ANDRÉ ESSEL :
une agression inacceptable

DU côté des libraires, voici deux « Parisiens ». Bernard Gheerbrant, fondateur de La Hune et Max-Philippe Delatte, qui, après trente ans, se prépare à fermer sa boutique de la rue de la Pompe. Ce sera chose faite le 30 juin. Un magasin de vêtements prendra la suite. La faute à qui ? A la FNAC en particulier ? Au « discount » en général ? Max Delatte naît triche pas : *« Ça va et non. L'âge aussi a joué. »* On se bat moins. L'affaire était devenue assez lourde. La profession elle-même a changé. Les relations avec les éditeurs ne sont plus ce qu'elles étaient, du moins avec ceux pour qui le livre est devenu un produit industriel. Ils n'ont plus besoin que de revendeurs.

un Gheerbrant, un Péju à Lyon, un Bazin, à Dijon... De là peut-être cette réflexion : « Dans ce combat pour lequel il y a urgence — affaire de semaines, de mois au plus — les instances syndicales ont retenti davantage les points de vue de la profession dans son ensemble... »

L'ACCUSE aura la parole le dernier. Eh bien ! l'accusé, c'est-à-dire la FNAC, en a « ras-le-bol ». Il suffit d'entendre ses porte-parole. André Gouillou et André Essel : « Encore un procès d'intention, disent-ils. Nous sommes les capitalistes, les affreux. Mais les entreprises d'édition françaises ne seraient-elles pas capitalistes ? Y aurait-il des gens qui éditent des livres pour ne pas les rendre ? »

inacceptable

ceux qui le disent sont des gens qui savent que nous avons leurs livres et leurs idées, et qu'ils les utilisent comme les autres, et que des gens qui sont des libraires, que les best-sellers horripilant aussi.

Mais surtout André Goullup et André Sertout entrent en révolte quand on assure qu'il long terme ils feront la loi chez les éditeurs.

« Aggression inacceptable pour eux, pour notre personnel, » dit-il. « Mais cette ENAC devient le temple du débat, des forums, de l'échange. » Et de faire valoir que les clients de la rue de Rennes ne sont pas des stupides, que le « discount » a bel et bien fait litière d'avantage. Aux dépens des libraires.

● Pourtant ce danger qu'ils invoquent pour la littérature de recherche, les œuvres de créations, les textes difficiles ?

— « Ils se donnent bonne conscience. Ils font réajuster leurs propres névroses. C'est vrai qu'ils ont des angoisses littéraires, des craintes de violence mais ils ne les éduient pas. Je ne me réjouis pas de cette situation. Ils sont souvent malheureux, ces hommes, ces enthousiastes. Mais qu'on ne vienne pas dire que la FNAC leur retire les moyens d'entretenir leurs danseuses. »

« Là encore, dit André Gouillon, y en a marre. On ne peut plus aller à la bibliothèque. Les bibliothèques sont fermées. Il est extrêmement difficile la gestion était difficile bien avant notre venue. « La fête de lire » de Maspero ? On nous l'impute alors qu'on lui achetait des livres systématiquement pour les brûler. On nous reproche d'avoir augmenté notre clientèle jeune de techniciens, d'ouvriers d'industrie, d'employés. Nous sommes, oui, la librairie des O.S. nous serions celle des bergers s'il y en avait, mais que ceux-ci ordonnent de brûler. »

« D G. Nous savons que nous sommes attendus ailleurs. »

Ainsi l'accusé se rebiffe : « Ce qui est le plus grave chez un homme comme *London*, c'est de tenir tous les libraires pour des conseillers culturels. Tout le public sait que ce n'est pas exact. Sur dix-neuf mille, il y a peut-être trois cents exceptions, chez lesquels se trouvent ces fameux titres d'auteurs inconnus, ces Proust de demain. »

La finance dans tout cela ? Le poids des banques associées à la FNAC comme Paribas ? André Goullou éclate encore un coup : « Le livre, à la FNAC, ce ne fut pas une idée de nos associés banquiers. Si nous investissons ce que nous investissons dans les librairies, c'est parce que c'est rentable, que le livre FNAC rapporte un taux de marge aussi important

Le prix imposé ? André Goullou le tient pour synonyme de conservatisme, de poujadisme. « Le refus du jeu plein et entier de la concurrence est une notion dépassée depuis 1953. Jamais aucun gouvernement, d'aucune couleur, ne reviendra là-dessus. »

Où, mais Robert Laffont ne dit-il pas que les remises sont plus fortes ? « *Aucune condition privilégiée*, riposte André Gouillon. Nous avons même un procès avec Flammarion, qui ne nous accorde pas les remises qu'il fait à d'autres pour la catégorie librairie d'art. »

« Que voulez-vous, je suis devenu très chatoûilleux quand j'entends dire qu'on ne vendra plus dans les FNAC les livres qu'on vend aujourd'hui dans les bonnes librairies. Surfont m'and

Le récit de l'une des plus passionnantes énigme qui soient... l'histoire extraordinaire d'un peuple d'ethnie turque, installé entre la Caspienne et la mer Noire, qui se fit remarquer par sa puissance et ses exploits et se convertit au judaïsme vers l'an 740!

Alain Guichard Le Monde
CALMANN-LEVY

L'HOMME ET SES JARDINS

Ouvrage couronné
par l'Académie française

ALBIN MICHEL

Bernard Gheerbrant, lui, ne ferme pas la Hune. Dans son petit bureau de la rue de l'Abbaye, avec vue sur la cour où est restée la vieille voiture de Emile-Paul qui conduisit Jean Giraudoux à la première d'*Ondine*, il commence par des souvenirs :

trouble pas. Il a trop conscience de la différence entre ce qu'elle fait et ce qu'il continue de faire.

« Dans toutes les discussions que nous avons pu avoir, ce soit à la culture, aux finances, au commerce, nous avons toujours trouvé devant nous des personnes qui ne savent rien des métiers du livre. Ils ignorent que le livre, c'est deux mille deux cent trente produits différents chaque mois. Pour le libraire qui cherche le contact avec ses clients, il y a des choix à faire, plus difficiles que ceux du cuisinier faisant son marché... »

« Bien que géographiquement proche, la FNAC, en tant que telle, ne le

« Quand la vente commence chez elle, elle est finie chez nous. Je veux dire que nous, nous vendons le Goncourt avant qu'il soit « le Goncourt ». C'est entendu : à la FNAC, ils ont tort, et c'est une bonne librairie... Ce qui hausse tort, c'est bien le « discount ». Par la force des choses, il faut que ça tourne vite. Ça tourne vite, ça baisse. C'est obligé, les livres qui partent vite. Regardez au Japon. Il y a comme ça une chaîne qui traite 30 % de la production. Sa pression est telle que les éditeurs privilégient les ouvrages qui s'y vendent le plus. On ne se soucie plus de culture. C'est pour cela qu'à long terme notre existence est menacée. »

A Lyon : RAYMOND PÉJU

A Lyon, Raymond Péju, qui, lui-même, a fondé La Proust, tient le même langage et rejoint ses confrères. La FNAC n'est pas encore là comme librairie, mais elle y est pour le moment : « Péju dit : "Il n'y a plus

Même tourment à Marseille, où l'on sait l'échéance fixée. Et l'inquiétude gagne Aix-en-Provence, si proche, dont la population ne résistera pas à la tentation... 30 kilomètres d'auto-
route à peine.

« Je prends que des disques. Quand nous serons la librairie, ce sera un massacre : toutes les grandes librairies, chez nous, sont dans le centre, traditionnel. C'est dans le centre que s'est installée la FNAC disques et photo. C'est là que se mettra la FNAC livres. »

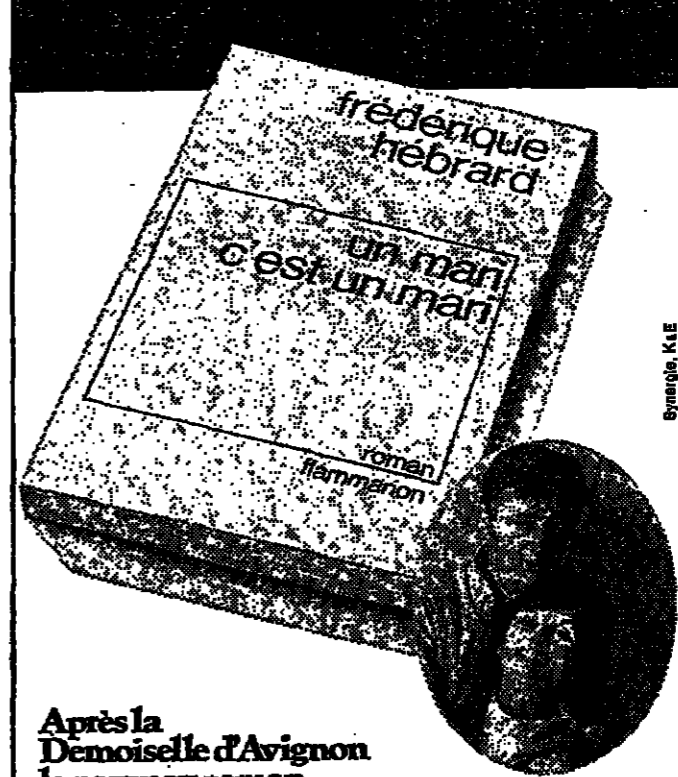
En attendant, le « discount » existe déjà. Deux grands magasins le pratiquent au nouveau centre commercial de la Part-Dieu sur la rive gauche du Rhône. Les premiers effets du « discount » se sont fait sentir précieusement sur les succursales : Astérix, la Série noire, les prix de fin d'année... Et ce sera : si la FNAC veut, « tout le désert ».

De toutes parts on crie donc à l'urgence. Voilà Yves Cazaux, président de la Société des gens de lettres, « à 100 % », lui aussi, pour le « plan Lindon ». D'autres comme Jean-Baptiste Daelman, président de la Fédération française des syndicats de libraires, le juge « trompe-l'œil » parce que, à son avis, les libraires en feraient les frais. Mais si, dans le *Bulletin du livre* du 15 juin 1976, M. Daelman lui préfère une « table ronde » réunissant les représentants des pouvoirs publics et ceux des libraires, des éditeurs et des grossistes, c'est qu'il juge qu'il vaudrait mieux une politique à fixer.

**librairie portugaise
et brésilienne**

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels.
Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du
Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne.
33, rue Gay Lussac, Paris 5^e, tél. 033 4616 - autobus 21 et 27
lundi à samedi, 10-13h et 14-18h - Service par correspondance

EPOUSES TROP SOUMISES, S'ABSTENIR!



**Après la
Demoiselle d'Avignon
le nouveau roman
de Frédérique Hébrard
Un mari c'est un mari.**

broché, **EF**



Radio France recrute pour
L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
et
LE NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

20 Violons • 11 Altos • 3 Violoncelles
dont 10 postes de Super-Solistes
Concours à Radio France du 1^{er} au 20 Septembre 1976
dépot des Candidatures avant le 10 Juillet 1976.
Renseignements et inscriptions : Régie Générale des
Orchestres, place 6310 - 116, Avenue Président-Kennedy
75016 PARIS - Tél. : 224.37.25.

Les deux premiers concerts de la tournée européenne

SUN RA and his

INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

JEUDI 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.



Radio France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
SAISON 1976-1977

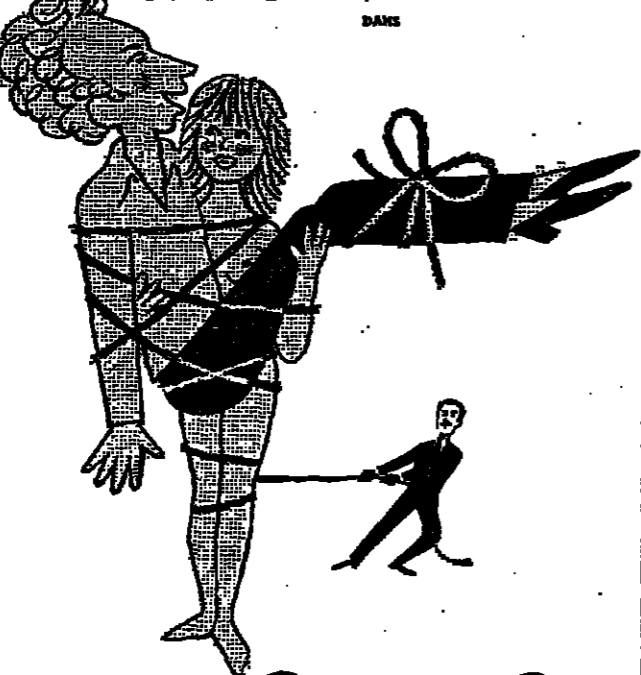
15 CONCERTS en ABONNEMENT
5 SÉRIES DE 3 CONCERTS

Avec : Baudou • Berbe • Bernstein • Beroff • Bishop •
Chmura • Ferro • Graffman • Le Roux • Loughran •
Mazal • Milstein • Païta • Pennetier • Rosenthal •
Rostropovitch • Stern • Szeryng • Torkanowski •
Valewska •

Pour tous renseignements :
• A nos caisses, tous les jours (sauf dimanche et jours
fériés)
• Par correspondance, écrite à : Radio France - bureau 6415
116, Avenue du Président Kennedy - 75786 Paris
Cedex 16

GAUMONT AMBASSADE - BERLITZ - WEPLER PATHE - MONTPAR-
NASSE PATHE - CLUNY PALACE - GAUMONT CONVENTION -
VICTOR-HUGO PATHE - GAUMONT GAMBETTA - Périphérie : C2L
Versailles - YELIZY - TRICYCLE Assièges - BELLE-ÉPINE PATHE Thénis -
PATHE Champigny - FRANÇAIS Enghien - FLANADES Sorcelles - ARIEL
Rueil - GAUMONT Evry.

PIERRE RICHARD
MIU-MIU
JEAN-PIERRE MARIELLE



**on aura
tout vu!**

UN FILM DE
GEORGES LAUTNER

SCÉNARIO ORIGINAL ET DIALOGUE DE
FRANCIS VEBER
PRODUCTEUR DÉLÉGUÉ
ALAIN POIRÉ

GAUMONT INTERNATIONAL - PRODUCTION 2000

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

La célèbre pianiste
CZIFFRA

sera l'invité
de Jacques Chancel
dans son Grand Echiquier
de ce soir :
2^e chaîne, 20 h. 30

ARLETTE THOMAS
PIERRE PEYROU

TA VIE VIDE

Secours et d'un humour décapant, Arlette Thomas et Pierre Peyrou ont écrit ce drôle et poignant spectacle.
F. MACABRU - FRANCE-SOIR
C'est drôle, bien mérité.
DE ROSBO - QUOT. PARIS
Une poursuite comique, drôle et vivante.
F. CHAMBRILLON - VAL. ACT.
Un spectacle de qualité.
J. SERIGNAN - L'ESPRESSO
THÉÂTRE PRÉSENT
211, av. Jean-Jaures - Pte Paulin
203-02-55
T.L. (et dim. et lundi) à 20 h. 30
Places : 15 F - Stnd. : 10 F

Et si vous souhaitez
votre prochain spectacle
à 50% de la place
Montparnasse...
Tél. 538.52.66

Si vous n'êtes pas encore allés
voir au THÉÂTRE MOUFFETARD,
déposez-vous d'aller voir :
« VAMPIRE » les Vampires Subver-
sionnés, l'œuvre héroïque de
(Victor) Hahn. La Nouvelle Avant-
garde vous donne rendez-vous à
20 h. 30 jusqu'à mercredi, avant
de partir en vacances le 1^{er} juillet.
(Sauf dimanche et lundi, 16, rue
Mouffetard.)

MANGERONT-ILS ?

« On rit sans contrainte »
le Figaro.
« Le public est comblé »
le Monde.
« Une réjouissante bouffonnerie »
le Quotidien de Paris.
« Au La Bruyère, on est heureux »
France Soir.

LA BRUYÈRE, Dir. Vitaly
Loc. : 874-76-99 et Agences.

Le conseil d'administration de la SOCIÉTÉ DES AUTEURS,
COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE MUSIQUE (S.A.C.E.M.), dont les
membres du Bureau ont été élus à l'unanimité, est ainsi composé
pour l'exercice 1976-1977 :

Président : M. Georges AURIC, de l'Institut
Vice-Présidents : MME Marcel d'ANIELLA
Paul DUREAND
Secrétaire général : M. Robert LEMARCAUD
Secrétaire adjoint : M. Roger DESROIS
Trésorier : M. René DENONCIN
Administrateurs : M. Yves BAQUET
M. Jean DREJAQ
M. Michel RIVAUD
M. Camille SAUVAGE
M. René SYLVANO
M. René KRYON
MME René DESMARTY
Jacques ENOCH

**13^e festival du
MARAIS**
44-46, rue F.-Miron Paris 4^e - 887.74.31 - 227.91.10
JUSQU'AU 12 JUILLET 1976

CONCERTS • OPERA BALLET
CAFÉ CHANTANT
ANIMATIONS

(Place des Vosges - Place du Marché Ste Catherine -
Square Langlois).

SPECTACLES POUR ENFANTS
LOUEZ VOS PLACES

RENSEIGNEMENTS : 277.91.10 - 887.74.31 - envoi du dépliant
sur simple demande.
• MAISON DU FESTIVAL, 68, rue François-Miron
(métro St-Paul).
• DURAND, 4, place de la Madeleine et toutes agences.
• LAMARTINE, 118, rue de la Pompe, 90, rue d'Assas.
• Toutes agences.
PAR TÉLÉPHONE : 277.93.08 dans les 48 h précédant le
spectacle choisi. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h.

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Wind, Winter, Sand
(ballets Carolyn Carlson).
Comédie-Française, 20 h. 30 : Maître
Funtin et son valet Mastel.
Petit Théâtre, 20 h. 30 et 22 h. : Théâtre-
Ecole de Montreuil.
Nouvel Carré, 21 h. : Concert -
Salle Paganini, 21 h. 15 : Poésies.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 et
20 h. 30 : Ballet de l'Opéra de
Hambourg.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse.
Centre culturel du 10^e, 20 h. 30 :
L'Autre Don Juan.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : A vos souhaits.
Coupes-Choux, 20 h. 45 : Je n'imagine
pas ma vie demain.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Ne riez
jamais d'une femme qui tombe.
Gothic Institut, 20 h. 30 : Lui et
Elle.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice
chaude, la Leçon.
Journées Saint-Germain-des-Prés.
Journées de l'Opéra, 21 h. : Comme
à la Foire de Saint-Germain-des-
Prés.
La Bruyère, 21 h. : Mangeront-ils ?
Luzernaise, 20 h. 30 : Les Rempla-
cants.
Madame, 20 h. 30 : Peau de vache.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,
même spectacle.
Mouffetard, 20 h. 30 : Vamp.
Palace, 20 h. 30 : Théâtre d'inter-
vention.
Pleine-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Ranelagh, 20 h. 30 : Les Dix Petits
Nègres.
Saint-Georges, 21 h. : Croque-
Monsieur.
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 :
la Frouse.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : C. Heggen
et K. Mier.
Tétre, 21 h. : Pinocchio et Matho.
Théâtre Compagnie-Primère, 21 h. 15 :
l'Orchestre.
Théâtre de la Cité Internationale,
la Bessière, 21 h. : Bossman et
l'Ange présumé.
Théâtre du Grand Théâtre, 21 h. :
Collectif des artistes noirs en
France (18 h. : Grand Ballet
d'Afrique noire ; 18 h. : Oufou ;
21 h. : la Déposition). - Maison
Internationale : Exposition des
poteries.
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme
à homme.
Théâtre Ranson, salle 1, 20 h. 30 :
les Enfants gâtés. - Salle II,
20 h. 30 : Iphigénie.

**FESTIVAL
de films
du QUÉBEC**
(art et essai Canadien)

L'ACADIE, L'ACADIE
M. Brault, P. Perrault 14h30
UN PAYS SANS BON SENS
P. Perrault 16h30
OU ÊTES-VOUS DONC ?
G. Groulx 18h30
ENTRE TU ET VOUS
G. Groulx 20h15
ON EST LOIN DU SOLEIL
J. Leduc 21h30
TENDRESSE ORDINAIRE
J. Leduc 23h00
L'Académie POSITIVE
CINÉMAS rue F. Salmon (Mouffetard) 323.92.46

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 24 juin

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : Line
Renard.
Elysée-Montmartre, 21 h. : Fantasio
Magie Show.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aimais à
la folie.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Et au bout du tunnel... y a le
tunnel !
Troisième, 22 h. : L'inconfortable.
Variétés, 20 h. 30 : L'autre Valse.
Dix-Heures, 22 h. : J. Rigaux,
M. Horgues.

Jazz, rock et pop

Palais des congrès, 21 h. : Edl onn.
Théâtre Montclair : Concert de
Jazz.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h. 30 : Musique de chambre ;
H. Bourgeois, hautbois (Webern,
Mozart, Haydn).
Salle Gaveau, 21 h. : Lakshmi Shas-
kar, chant indien.
Musée de Cluny, 20 h. 30 : Quatuor
Via Nova (Stravinsky).
Sainte-Chapelle, 21 h. : Missa Ortolà.
Nouvel Carré, 21 h. : P. Nabor,
D. Bards, piano et flûte (Bach,
Beethoven, Debussy, Fauré, Rou-
ssel, Ravel).
Eglise Saint-Louis-en-Ville, 21 h. :
Nouvel Orchestre philharmonique
de Radio-France (Mozart).
Place Vendôme, 21 h. 30 : Festival
International de musique aux
armées.
Eglise Saint-Roch, 20 h. 30 : Le
Chœur national les Virtuoses de
Paris (la Création, de Haydn).
Espace de la Défense, 12 h. :
Orgue de Barbarie, par les Bour-
geois de la Défense.

La danse

Vol Théâtre de la Ville et Festival
du Louvre.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : Musique et
danse de l'Inde du Sud.
Fort-Saint-Martin, 20 h. 45 : Chants
et danses des Amérindiens.

Festival du Louvre

Cour Carrée, 21 h. : Le Lac des
Cygnes, par le ballet de l'Opéra.

Festival du Marais

Hôtel de Clugny, 20 h. 30 : Adieu
Paris, adieu petite patrie ; 22 h. :
Théophile.
Eglise Notre-Dame des Blancs-
Manteaux, 21 h. : Ensemble Stu-
dio 415 (Couperin, Telemann, Ba-
mann (Marin-Marais).
Place du Marché-Sainte-Catherine,
19 h. 30 : José et Eric ; 20 h. 30 :
les Douches Dilex.
Square Langlois, 17 h. 30 : Concert
de l'Institut ; 18 h. 30 : M. Eglin,
R. Robin ; 19 h. 30 : Jazzouille
Orchestra.

ELYSEES LINCOLN VO - SAINT GERMAIN VILLAGE VO

Paul Mazursky se souvient
du "Village" à New York dans les années 50.
C'était la poésie, les bars,
et la grande aventure.



GRAND REX vi - USC ERMITE (version anglaise) - BALZAC vi - ROTURNE vi
LES IMAGES vi - USC GODELINS vi - LIBERTÉ vi - MAGIC CONVENTION vi
MISTRAL vi - USC ODEON (version anglaise) - NAPOLEON vi
Périphérie : CYRANO VERSAILLES - FRANÇAIS ENGHEN - FAUBOURG AULNAY
ARTEL NOGENT - CARREFOUR PANTIN - ILLÉS MONTREUIL
ARTEL VILLENEUVE-ST-GEORGES - DAME BLANCHE GARGES-LES-GONNESSE
ULIS 2 ORSAY - CERRY PANTOISE - ARCEL CORBEL
PARAMOUNT ELYSEE II LA CELLE St-Cloud - PUBLIERS DÉFENSE



Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de 13 ans
(**) aux moins de 16 ans

La cinématèque
Les films marqués (*) sont
interdits aux moins de 13 ans
(**) aux moins de 16 ans

Les exclusivités
BRIEUX LA JOLIE (A. V. 1) : Chas-
les, 18 h. 30 : Madame Bovary, de
Gautier, 18 h. 30 : Les Femmes
de l'Alcazar, 20 h. 30 : Les
Femmes de l'Alcazar, 22 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 24 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 26 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 28 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 30 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 32 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 34 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 36 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 38 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 40 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 42 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 44 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 46 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 48 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 50 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 52 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 54 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 56 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 58 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 60 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 62 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 64 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 66 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 68 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 70 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 72 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 74 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 76 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 78 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 80 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 82 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 84 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 86 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 88 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 90 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 92 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 94 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 96 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 98 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 100 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 102 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 104 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 106 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 108 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 110 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 112 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 114 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 116 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 118 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 120 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 122 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 124 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 126 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 128 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 130 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 132 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 134 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 136 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 138 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 140 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 142 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 144 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 146 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 148 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 150 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 152 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 154 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 156 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 158 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 160 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 162 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 164 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 166 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 168 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 170 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 172 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 174 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 176 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 178 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 180 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 182 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 184 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 186 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 188 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 190 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 192 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 194 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 196 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 198 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 200 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 202 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 204 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 206 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 208 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 210 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 212 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 214 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 216 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 218 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 220 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 222 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 224 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 226 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 228 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 230 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 232 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 234 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 236 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 238 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 240 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 242 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 244 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 246 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 248 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 250 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 252 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 254 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 256 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 258 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 260 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 262 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 264 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 266 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 268 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 270 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 272 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 274 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 276 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 278 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 280 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 282 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 284 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 286 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 288 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 290 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 292 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 294 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 296 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 298 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 300 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 302 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 304 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 306 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 308 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 310 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 312 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 314 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 316 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 318 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 320 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 322 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 324 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 326 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 328 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 330 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 332 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 334 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 336 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 338 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 340 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 342 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 344 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 346 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 348 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 350 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 352 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 354 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 356 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 358 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 360 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 362 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 364 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 366 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 368 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 370 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 372 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 374 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 376 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 378 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 380 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 382 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 384 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 386 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 388 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 390 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 392 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 394 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 396 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 398 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 400 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 402 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 404 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 406 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 408 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 410 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 412 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 414 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 416 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 418 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 420 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 422 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 424 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 426 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 428 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 430 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 432 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 434 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 436 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 438 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 440 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 442 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 444 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 446 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 448 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 450 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 452 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 454 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 456 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 458 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 460 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 462 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 464 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 466 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 468 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 470 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 472 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 474 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 476 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 478 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 480 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 482 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 484 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 486 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 488 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 490 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 492 h. 30 :
Les Femmes de l'Alcazar, 494 h. 3

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL

cherche pour le bureau du Directeur Général à Garching bei München, Allemagne, un

CHEF DES SERVICES FINANCIERS

qui sera responsable de la GESTION FINANCIERE de l'organisation et du fonctionnement des SERVICES FINANCIERS (préparation du budget et contrôle de son exécution, comptabilité et analyse des coûts, état financier, gestion des fonds, procédures et coordination entre les différents établissements à Garching, à Genève et au Chili).

Expérience de plusieurs années, acquise de préférence dans une organisation internationale, excellente connaissance de l'anglais indispensable, connaissance du français et/ou de l'allemand souhaitable.

Adressez candidature et curriculum vitae détaillé à l'adresse ci-dessous :

Service du Personnel
European Southern Observatory
Schleichstr. 17,
D-8540 Garching b. München.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité n'est à priori exclue.

SUÈDE ORGANISME CULTUREL FRANCO-SUEDOIS

recherche pour période 20-21/07-21/08-21/09

DIPLOME (EE)

C. R. E. D. I. J. P. à temps plein

classement national français pour enseignement français. Envoi lettre manuscrite, C.V. et photo au CENTRE FRANCAIS, Box 507, 114 85 STOCKHOLM (SUÈDE).

Pour vente de prestations informatiques recherches

ATTACHE COMMERCIALE

chargée de préparer et organiser rendez-vous avec clientèle. Adresse C.V. et photo sous référence n° 44.722, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

INGENIEUR SYSTEMES

connaissances matériel BULLI, pour diriger service exploitation.

— Longue expérience technique ;

— Large responsabilité ;

— Age minimum 35 ans ;

— Ecrire à n° 1.104, PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

TRADUCTEUR ALLEMAND

PROTECHNA - 70-81-32

Importance Société recherche JEUNE TITULAIRE Multilingue internationale au service de la communication. Adr. C.V. et photo à n° 716, SÉPÉ, 12, rue Jean-Jaures, 92011 PUTEAUX.

Importance Société recherche JEUNE TITULAIRE Informations et évaluation pour service informatique. Tél. 790-43-41 poste 342

Centre chirurgical

129 r. de Tolbiac, 13^e spécialité : chirurgie thoracique et cardio-vasculaire recherche pour remplacement longue durée de la fonction cardiaque. INFRIMIERE D.E. pour service hospitalisation et réanimation, 40 h. par semaine. Possibilité de placement en cabinet. Adr. C.V. et photo à n° 444, C.E.P., 25, rue Cavendish, 75017 Paris, qui transmettra.

STE D'ELECTRONIQUE

recherche JEUNES INGENIEURS ELECTRONIQUES pour laboratoire d'études. Adr. C.V. et photo à n° 444, C.E.P., 25, rue Cavendish, 75017 Paris, qui transmettra.

Importance Société recherche

un ingénieur expérimenté pour travaux de révision et de maintenance. Adresser C.V. détaillé et photo à n° 44.922, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

DIPOARTANT GROUPE FRANCAIS DE COURTAGE D'ASSURANCES

France et Outre-Mer - Leader dans sa branche employant 1.000 personnes, recherche pour son SIEGE PARIS (9^e)

RESPONSABLE SERVICE INFORMATIQUE

DE HAUT NIVEAU

La croissance très rapide de la Société a conduit cette dernière à la mise en place d'un service informatique très évolué comportant :

— un mini-ordinateur travaillant en temps réel, récemment installé ;

— un ordinateur central, auquel sera connecté un petit réseau de terminaux, et devant être opérationnel d'ici un an.

En liaison avec le Directeur Administratif dont il dépend, le titulaire assurera l'exploitation du mini-ordinateur, la mise en place de l'ordinateur central en collaboration avec un chef de projet extérieur au Groupe, puis le raccordement successif des filiales au système, et, d'une manière durable, la gestion de l'ensemble en faisant sienne la politique de sous-traitance systématique du Groupe pour tous les travaux d'analyse et de programmation.

Le poste, plus fonctionnel que hiérarchique, ne peut convenir qu'à un informaticien de haut niveau, déjà très responsable et dominant les problèmes de logiciel liés au fonctionnement d'un ordinateur connecté à des terminaux.

SITUATION TRÈS INTERESSANTE

par elle-même et en raison du développement du Groupe ainsi que de son régime social exemplaire.

DISCRETION ASSURÉE.

Il sera répondu à toutes les candidatures comportant obligatoirement lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées au :

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin
PARIS-7
75150 - LE CHESNAY
chargé du recrutement.

Groupe THOMSON BRANDT

recherche pour l'une de ses divisions de fabrication et de distribution de produits de consommation durables

jeunes commerciaux

diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce, ou équivalent, même débutants, désireux de faire leurs preuves dans le domaine de la vente après une courte période de formation.

D'une grande mobilité géographique, ils participeront à la réalisation et au développement des objectifs de vente de leur secteur sur le marché de la grande distribution (grandes surfaces, grossistes, revendeurs, détaillants).

Evolution certaine au sein du groupe.

Envoyer lettre man. + C.V. + photo en réf. 21 M à

Selecom, 221, rue Fr-St-Benoît, 75006 Paris

La Compagnie de Construction Mécanique

SULZER

à Mantes (Yvelines)

recherche pour son Bureau Technique Pompes

UN INGENIEUR MECANICIEN

Diplômé Grande Ecole -

— Ayant des connaissances de base en hydraulique ;

— Ayant bonnes connaissances en allemand et en anglais.

MISSION :

— Réalisation des commandes ;

— Suivi des affaires ;

— Adaptations mécaniques sur matériel en cours de fabrication ;

— Liaison avec le service de vente et la fabrication ;

— Liaisons avec les sociétés du Groupe.

Facilité de logement.

Ecrire avec C.V. à

C.M. SULZER,
51, boulevard Haussmann, Paris (17^e)
codez 29 - 75008 PARIS-BRUNE.

CENTRE DE FORMATION

recherche

FORMATEUR

à temps plein

— Ayant une expérience de la formation ;

— Maîtrisant les techniques de la fabrication du livre et de l'audio-visuel ;

— Ayant au minimum 5 ans d'expérience dans une entreprise à un poste de responsabilité.

Env. C.V. et photo à n° 9342 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2, qui transmettra.

VOUS

— 30 ans minimum ;

— Forte personnalité ;

— Bonne formation en gestion production, commerciale, comptable par expérience ;

— Diplômé d'une école française ;

— Goût des déplacements ;

— Ambition.

NOUS

— 1^{er} grade européen de conseils en P.M.E. ;

— Expérience constante ;

— Exigents mais efficaces ;

— Opportunités de carrière et de salaire.

— Compte possible en août.

Tél. pour R.V.S. à M. HILAIRE 88-11-24 ou adressez C.V. à n° 19.330 25th Pub. 36, av. de la République, 75011 PARIS, qui transmettra.

IMPORT STE FRANCAISE

recherche pour CHANTIER PREPARATION AU MAROC 2 TECHNIQUE BATIMENT

(1) Responsable conducteur de travaux pr poste préfabrication ;

(2) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(3) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(4) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(5) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(6) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(7) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(8) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(9) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(10) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(11) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(12) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(13) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(14) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(15) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(16) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(17) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(18) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(19) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(20) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(21) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(22) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(23) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(24) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(25) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(26) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(27) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(28) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(29) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(30) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(31) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(32) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(33) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(34) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(35) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(36) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(37) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(38) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(39) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(40) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(41) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(42) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(43) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(44) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(45) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(46) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(47) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(48) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(49) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(50) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(51) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(52) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(53) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(54) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(55) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(56) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(57) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(58) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(59) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(60) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(61) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(62) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(63) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(64) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(65) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(66) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(67) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(68) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(69) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(70) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(71) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(72) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(73) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(74) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(75) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(76) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(77) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(78) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(79) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(80) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(81) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(82) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(83) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(84) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(85) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(86) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(87) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(88) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(89) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(90) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(91) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(92) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(93) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(94) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(95) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(96) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(97) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(98) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(99) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

(100) Responsable montage et montage des éléments préfabriqués ;

SOCIETE DE CONSEIL

recherche pour

UN PROGRAMMEUR DESU

connaissances COBOL - A.M.S.

Tél. 253-11-11

CABINET SANLIEU OUEST

recherche

NEGOCIATEUR

QUALITE, RETRAITE DE PRET. Adr. C.V. et photo à n° 296, PUBLI C.R. 27, r. de la Fontaine, PARIS-2

PROGRAMMEUR

expérience Code assembleur, équipement IBM 360-135 DOS-VS, travail par petites équipes, application de programmation. Lieu de travail : Paris 17^e. Env. C.V. manuscrit et photo à n° 296, PUBLI C.R. 27, r. de la Fontaine, PARIS-2

SOCIETE AERONAUTIQUE

recherche pour

DIRECTEUR DE MAINTENANCE

FLÔTE DIX APPAREILS Indispensable. Expérience indispensable. Libre rapidement. Envoyer C.V. à

AUXILIAIRE TECHNIQUE

29, avenue de Friedland, 75008 PARIS

Importance Société Internationale recherche pour

TRÈS IMPORTANT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET PERMANENTE PARIS

SECONDER SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CHEF DE SERVICE COMPTABLE

CE CADRE DEVRA DISPOSER D'UNE FORMATION MINI DECS ET PRENDRE EN CHARGE UNE ÉQUIPE DE COLLABORATEURS

QUALITÉS :

- comptabilité générale ;
- suivi des budgets et de la trésorerie ;
- pays ;
- REMUNERATION INTERESSANTE SELON COMPÉTENCE

Env. C.V. man. photo et prétent. sous n° 64.382 à CONTEXTE Pub., 20, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr

etap

SOCIÉTÉ DE SERVICES

Leader dans sa branche

recherche :

CHEF DE PUBLICITÉ

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite, photo et 3 ans expérience agences ou annonceurs (grande consommation ou industrie de luxe)

maître actuel à Mlle L'HERP, 82, rue Vasco-de-Gama, 75015 PARIS. Discretion et réponses assurées.

CENTRAL INTERIM

Agence Placements, quart. Défense

recherche

TRADUCTEURS

RUSSE - FRANÇAIS

TRADUCTEURS

FRANÇAIS - RUSSE

pour les techniques suivantes :

- PETROCHIMIE ;
- INSTALLATIONS D'USINES ;
- SÉCURITÉ ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;
- TRANSPORTS ;
- MÉDECINE ;
- VÉTÉRINAIRE ;
- AGRICULTURE ;
- PÊCHE ;
- MINÉRAUX ;
- ÉNERGIE ;
- MÉTALLURGIE ;
- MÉCANIQUE ;
- ÉLECTRICITÉ ;
- CHIMIE ;
- MÉTÉOROLOGIE ;
- AÉRONAUTIQUE ;
- MARITIME ;

[illegible]

addresser M^e R-L LEROI, avocat à Paris (8^e), 2, rue du Rocher.
M^e F. CHARTIER, avocat à Paris, 34, avenue de l'Opéra.

LA NOUVELLE ASSIETTE AU BÉ
de Michel Olivier, 6 Faces
dans le décor 1920 et 1930

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Le gigantisme en question

(Suite de la première page.)

En 1969, lorsque le gouvernement rétrograda la région du Havre pour construire un port pétrolier capable d'accueillir les plus gros tankers, après avoir fait grincer bien des dents à Brest et à Cherbourg, personne ne soupçonnait la crise pétrolière. De 1963 à 1973, le volume des importations de brut avait augmenté au rythme annuel de 11 %. Le gigantisme avait la voie libre. L'expansion, l'industrialisation, constituait pour Georges Pompidou une ardente obligation.

La digue (2,5 km), les bacs de stockage, les appointements, furent construits à une vitesse record, et le 13 avril dernier, accostait le premier navire-citerne. Ce port qui « coupe l'herbe sous le pied » à son puissant rival, Rotterdam, représente donc un atout essentiel pour la France, qui ne sera toutefois complètement mise en valeur que si un réseau de pipelines européens y est branché et si le relais de l'énergie nucléaire n'apparaît pas sur une vaste échelle, avant 1980.

Antifer trouvera-t-il des utilisateurs à la mesure de ses dimensions ? Les ingénieurs n'éprouvent guère de crainte, même si la soif de pétrole des économies occidentales s'est quelque peu éteinte. Un seul chiffre : une centaine de pétroliers de 400 000 à 500 000 tonnes sont en service ou en commande dans le monde, et le *Batillus* aura au moins trois frères jumeaux français.

Le cafard et l'alcool

« Le *Batillus* n'a rien d'un monstre. Ce n'est qu'une extrapolation. » Toutes ces idées reçues et ces « campagnes » qui tendent à désigner les gros pétroliers comme des fauteurs de troubles et des gènes dangereux irritent le commandant Roger Priser. Ce Breton de quarante-cinq ans, originaire des environs de Morlaix, est entré à la Shell, il y a vingt-cinq ans, et il commande des pétroliers de 250 000 tonnes depuis six ans. « Impressionné, inquiet ? Non. Avec toutes les nouvelles technologies et toutes les nouvelles techniques, il n'y a rien de plus sûr que de naviguer. Fier ? Ah, oui, comme tout l'équipage. »

L'équipage comptera trente-huit hommes, triés sur le volet, non seulement pour leur compétence professionnelle, mais aussi et surtout pour leur aptitude à partager une vie communautaire. Une vie close pendant un mois, avec toutes les difficultés de la vie, mais sans le feu, la tempête ou les coups de cafard, mais l'alcool : un mal qui, si on n'y prend garde, tend à miner des équipages dont la vie, à bord et aux escales, n'est évidemment plus rien à voir avec celles des bourgeois d'antan.

Périodiquement, les armateurs et les syndicats signent des accords pour réduire les temps d'embarquement. Actuellement, sur les pétroliers au long cours,

les marins ont droit à seize jours de congé pour un mois de navigation et la durée maximum d'embarquement est fixée à trois mois et demi. Mais tout le monde sait qu'il s'agit d'un « balai » à la barre, au titre de la qualité de la vie.

Le *Batillus* peut pourtant se vanter d'avoir poussé très loin le confort et la facilité de la vie en mer. Cabines spacieuses, piscine, aires de jeux. Aux essais, les vibrations relevées n'ont été que minimes. Quant à la navigation elle-même, une multitude d'appareils « dernier cri » dévalent la rendre aisée dans la plupart des circonstances. La présence de deux hélices et de deux gouvernails à permis d'améliorer sensiblement la manœuvrabilité du navire, l'accroissement des gouvernails, l'un par rapport à l'autre, rend possible, en cas d'urgence, l'arrêt du navire en « crash stop » sur une distance inférieure au quart d'un mille et la manœuvre par des pétroliers de 250 000 tonnes dans le même cas de figure.

— et les trois navires identiques que livreront les Chantiers de l'Atlantique à la Shell et à la Compagnie nationale de pétrole, la performance technologique comparable, par exemple, à Concorde, aux avions gros porteurs ou au R.E.R. Mais fallait-il le construire dans ces dimensions démesurées, et à ce moment ?

Deux séries d'objections au moins sont avancées, que les arguments produits abondamment par les pétroliers ne peuvent dissiper tout à fait.

L'opinion est, depuis de longues années, sensible à la pollution marine par les hydrocarbures. Et ce sont les tankers qu'on montre d'abord du doigt. Pourtant, un cargo ou un paquebot qui s'échouent risquent de soulever autour de la mer avec leur tonnage une pollution bien plus grave que celle qu'un pétrolier vide. Les naufrages anciens ou plus récents — ceux du *Torrey-Canyon*, de l'*Olympic-Bravery*, de l'*Urtique* — témoignent de la dangerosité de la détermination des pêcheurs, des écologistes et des populations littorales.

Certes, le *Batillus* a été construit selon les règles de l'OMC (1) (bien que la législation française ne les rendent pas encore obligatoires) relatives au compartimentage et à la limitation du volume des réservoirs. Les dispositions permettent de réduire au minimum les conséquences d'un écoulement ou d'une collision frontale. Mais faut-il pousser plus loin les réserves et appliquer à ces navires exceptionnels des règlements exorbitants ? « Imposer des doubles fonds et des doubles coques aux superpétroliers serait une erreur », déclare M. Thébaud, directeur général de la Société maritime Shell. Les risques d'infiltration de gaz et de pétrole seraient considérables, provoquant des dangers d'explosion. D'autre part, en réponse à M. Guy Guernier, député U.D.R. du Finistère, M. Chirac s'est déclaré favorable à l'installation de réservoirs aux gros pétroliers, dans la Manche notamment, à 13 milles des côtes au moins.

550 millions de francs

Mais c'est l'hypothèse économique qui pèse le plus lourd. Un tel navire — son coût est évalué à plus de 550 millions de francs — constitue une hérésie économique, à un moment où la crise du pétrole n'appartient pas encore aux mauvais souvenirs ? « Les responsables de la Shell ont l'intention de construire un pétrolier de 250 000 tonnes — comparé à un navire de 250 000 tonnes — permet une économie de 10 à 15 % sur le prix de transport du brut. La durée de vie de ces navires étant évaluée à vingt ans, on peut penser qu'après 1980, quand le marché actuellement déprimé se relèvera, ils auront pendant quinze ans une activité optimale », explique M. Thébaud, qui ajoute : « Bien sûr, si l'on avait pu, nous aurions annulé cette commande, mais cela aurait posé des problèmes financiers et sociaux considérables aux Chantiers de l'Atlantique. »

(1) Organisation maritime consultative internationale.

« Ces propos se comprennent aisément, lorsque l'on sait qu'aujourd'hui les armateurs peuvent trouver sur les marchés d'occasion des pétroliers neufs, à des prix quatre fois moins élevés que ceux qu'ils ont commandés, comme le *Batillus*, en août 1972. Le surplus de pétroliers en chômage dans le monde est en effet considérable : 15 millions de tonnes, soit plus de cent *Batillus*. Les navires envoyés à la démolition représenteront, en 1976, 1977 et 1978, environ 12 millions de tonnes chaque année. Mais ces retraits ne suffiront pas à assainir le marché. En effet, les chantiers mondiaux ont encore à livrer d'ici à 1978 pour 80 millions de tonnes de pétroliers. « Dans la meilleure des hypothèses », dit M. Poitier d'Orsay, délégué du comité central des armateurs, la reprise des commandes n'interviendra pas avant le milieu de 1979. Mais alors les compagnies — au moins dans les groupes pétroliers intégrés commandant des grands navires, qui seront toujours plus économiques. »

Vendredi, à Antifer, on souhaitait, comme la tradition le veut, « bon vent et bonne mer » au *Batillus*.

Mais ce sera avec une fierté mêlée d'inquiétude.

F. GROSCHARD

Des avions à l'heure

Les *Concorde d'Air France* ont transporté 1 845 passagers payants entre Paris et Washington en un mois d'exploitation de cette ligne, ouverte le 24 mai.

Les statistiques portant sur vingt vols (la ligne est desservie trois fois par semaine dans les deux sens) font apparaître un coefficient moyen

1 183 MILLIONS DE PERTES POUR LA S.N.C.F.

La S.N.C.F. a connu, en 1975, une année difficile, qui s'est traduite par un déficit global de 1 183 millions de francs. M. Jacques Fellstier, président de la S.N.C.F., a souligné, le 23 juin, devant l'assemblée générale des actionnaires, les trois caractéristiques essentielles de l'exercice passé :

- 1) Expansion maintenue du trafic voyageurs qui a atteint le niveau record de 50,7 milliards de voyageurs-kilomètres, soit une augmentation de 7,1 % par rapport à 1974 ;
- 2) Recul important du trafic marchandises : — 17 % en tonnes-kilomètres, alors que la baisse du trafic des transports routiers a été de — 10 % environ, et celle des transports fluviaux de — 13,5 % environ ;
- 3) De juillet 1974 à juillet 1975, les tarifs ferroviaires ont augmenté de 2,6 % pour les voyageurs et de 23,5 % pour les marchandises, tandis que la moyenne des salaires augmentait de 9,5 % ; le prix des produits énergétiques de 69,3 % et celui des produits industriels de 29 %.

M. Fellstier a déclaré : « Il est désormais à peu près assuré que la reprise du trafic va être forte et soutenue avec l'augmentation du trafic marchandises et la baisse tenue du trafic voyageurs. »

LOISIRS

PLUS FACILES ? DÉPARTS D'ÉTÉ

La concentration des départs en vacances a toujours été un obstacle sur lequel sont venus buter les pouvoirs publics, particulièrement les responsables du ministère de l'équipement chargés du trafic routier.

M. Robert Galley vient d'annoncer, lors d'une conférence d'opération dite « heure H » destinée à faciliter l'évacuation des départs, que les statistiques de 1975 ont permis d'optimiser leur heure optimale de départ. Des statistiques ont été dressées à cet effet à partir d'un échantillonnage de soixante-dix mille personnes, réparties en quatre groupes : professionnels, étudiants, retraités, et familles. L'opération s'appuiera sur une large information.

DIX-HUIT MILLE PETITS PARISIENS NE PARTIRONT PAS

Les centres aérés de la Ville de Paris seront ouverts du lundi 5 juillet au samedi 3 septembre. Dix-huit mille enfants, qui restent dans la capitale pendant les vacances, fréquenteront les centres de la Ville de Paris, les pavillons de bois et de tentes de la Ville. Ces centres sont répartis dans la région parisienne notamment dans le bois de Vincennes et le bois de Boulogne, le domaine de Bagneux, à Meudon, à Boulogne-Billancourt, et dans les parcs de la Ville de Paris. Pour le mois de juillet, où les enfants sont les plus nombreux, c'est mille cent animateurs (huit cents au mois d'août) qui assureront les activités récréatives et manuelles. Les inscriptions sont faites dans les écoles. Les familles paient le prix de cantine qu'elles acquittent au cours de l'année scolaire auquel s'ajoute un complément pour les frais de transport.

Ces préservations ont été apportées par l'administration de la capitale, qui répondait le jeudi 17 juin au Conseil de Paris à une question de Mme Andrée Lefèvre (P.C.) et à une intervention de M. Bertrand de Malgouy (Paris-Avenir).

D'autre part, l'administration a indiqué que dix centres d'initiation sportive seraient à la disposition des enfants pendant les vacances dans les stades parisiens situés notamment à la périphérie de la capitale. Les inscriptions et la participation aux activités sont gratuites.

« DON'T SPEAK FRENCH... »

Dans un discours télévisé, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a demandé aux pilotes de ligne et aux agents de la compagnie aérienne canadienne de ne pas parler français dans les communications aériennes.

Pour la quinzième journée consécutive, les pilotes de ligne canadiens, soutenus par certains de leurs collègues étrangers, ont refusé de se poser au Canada. Air France a maintenu sa liaison entre Paris et Montréal.

« Les pilotes de ligne et les agents de la compagnie canadienne ont déclenché leur grève pour s'opposer à l'extension à tous les aéroports du Québec de l'expérience du bilinguisme lancée en 1974 dans cinq petites aéroports de la province. » (A.F.P.)

pieds longs et LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue gratuit. Tél. 357-45-92.

— FERMÉ EN AOUT

ÉCONOMIE

AUTOMOBILE

La reprise se poursuit dans la plupart des pays

La reprise de l'industrie automobile ne se dément pas. Dans la plupart des pays, les constructeurs affichent des performances spectaculaires, qui témoignent d'un « rattrapage » plus rapide que prévu.

● EN ITALIE, au cours des cinq premiers mois de l'année, la production automobile a atteint 635 000 véhicules, soit 12 % de plus que l'année précédente.

● AU JAPON, la production des cinq premiers mois a dépassé les 3 millions d'unités et est supérieure de 13,7 % à celle de l'année précédente et de 6,8 % à celle de la période correspondante de 1973, qui constituait un record absolu.

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, pour la même période, la production a atteint 1,69 million d'unités (35 % de plus que l'année précédente), et les exportations de voitures particulières ont été supérieures de 32 % à celles de 1975. Les constructeurs automobiles ouest-allemands s'inquiètent néanmoins de la baisse sensible de leurs commandes depuis deux mois, qui laisse penser que la reprise s'essouffie.

● AUX ÉTATS-UNIS, enfin, tandis que les ventes d'automobiles continuent globalement d'augmenter, dépassant au cours des dix premiers jours de juin de 41 % leur niveau de 1975, la mévente des « petits modèles » s'aggrave. Après American Motors, Ford a annoncé qu'elle ferait, le 21 au 27 juin, deux de ses usines d'assemblage afin de réduire ses stocks de petits modèles (Bobcats, Pinto et Mustang II).

EN DÉPIT D'UNE PERTE DE 551 MILLIONS DE FRANCS

La régie Renault a investi plus de 2 milliards de F en 1975

La régie Renault vient de vivre l'année la plus noire de son histoire puisque les pertes s'élevaient à 551 millions de francs. M. Bouillon, directeur général de la régie Renault, le 23 juin.

Ces résultats « fâcheux » s'expliquent, a-t-il précisé, par trois causes principales. D'une part, la grève de dix semaines qui a touché l'usine de Flers, suivie d'un conflit de même durée chez l'un de ses principaux fournisseurs de tôlerie (Chausson), a fait perdre cent mille voitures à la Régie. Son coût total (pertes de marges, coûts fixes non absorbés et incidence sur les rémunérations) est chiffré à 400 millions de francs environ.

D'autre part, l'évolution défavorable des parités monétaires a fortement grevé les recettes de la Régie, la « manœuvre à gagner », c'est-à-dire la différence entre les ventes et les coûts de revient, a été réduite de 300 millions de francs. Enfin, l'ensemble des secteurs autres que l'automobile a été durement touché par la crise. Dans les véhicules industriels, l'ensemble Berliet-Saviem a perdu au total 150 millions de francs.

Les autres fournisseurs de la Régie ont subi les contrechocs de la grève. Des secteurs particuliers comme la Société des aciers fin de l'Est ont connu des résultats décevants, sept mille véhicules Renault sont montés chaque jour dans le monde, ce qui correspond à la pleine utilisation de ses capacités. Les résultats de ses filiales, notamment Berliet et Saviem, sont redevenus « très corrects », à l'exception de la machine-outil.

En total, la régie Renault est revenue en quelques mois à une exploitation équilibrée, ce qui lui a permis de maintenir son programme d'investissements pour 1976 (1,6 milliard de francs au total). Une seule incertitude : l'offensive japonaise, très nette depuis peu sur le marché français, où les ventes des constructeurs japonais sont passées de 1,2 % du total au premier trimestre 1975 à 2,80 % au premier trimestre de cette année.

BANQUE

LA FÉDÉRATION NATIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE DÉNONCE LA SÉVÉRITÉ DE L'ENCADREMENT DU CRÉDIT

« Nous ne sommes pas satisfaits des mesures d'assouplissement en faveur du Crédit agricole annoncées mardi 23 juin par le gouvernement. Les prévisions de l'Institut de la Statistique, au second semestre 1975, inférieures de 4 milliards de F à ce qu'elles étaient pendant le second semestre 1975 », ont déclaré MM. Fiquet et Costabel, président et secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit agricole.

Un estimant tout d'abord, que le milliard de francs de prêts accordés hors encadrement aux agriculteurs frappés par la sécheresse, sera largement insuffisant, rappelant que le montant de ces prêts s'était déjà élevé à 2 milliards de francs en 1975 ; un rendez-vous est d'ailleurs prévu en septembre pour faire le point sur la situation, la plus grande incertitude régnant à l'heure actuelle. M. Fiquet et Costabel demandent que l'encadrement du crédit pénalisant injustement les agriculteurs qui, en pleine récession, avaient conduit d'investir, prenant le pari de l'expansion, alors que les industriels réduisaient leurs projets.

Tout en ne démentant pas la nécessité de réduire la masse monétaire, en activant tout d'abord, ils constatent que l'encadrement global puisse être une solution exclusive, dénonçant son caractère sélectif et réclamant une politique de sélectivité. Ils déplorent, enfin, que leurs concurrents des autres réseaux bancaires, plus à l'aise à l'intérieur de leurs quotas, profitent de la situation pour démarcher les clients du Crédit agricole.

FAITS ET CHIFFRES

● LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL vient, sur proposition du ministre du Commerce extérieur, de recommander au gouvernement, d'une demande d'avis pour le 1^{er} décembre 1976, concernant les négociations commerciales multilatérales qui doivent en principe s'achever en 1977. Dans la phase initiale de ces négociations, le Conseil économique avait, par un avis du 5 mai 1973, apporté sa contribution lors de la mise au point de la conception d'ensemble de la Communauté européenne.

● CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT CONTRATS d'emploi - formation ont été conclus en 1975, constate un bilan du ministère du travail sur les activités du fonds national pour l'emploi, établis par un décret du 4 juin 1975, ces contrats (dont le caractère d'abord provisoire avait été rendu définitif en mars 1976) n'ont donc eu qu'une faible efficacité, en regard des deux cent vingt mille jeunes gens qui, chaque année, abandonnent la vie active sans avoir reçu de formation professionnelle.

● ERRATUM. — Dans notre information sur le chômage en Grande-Bretagne publiée dans le *Monde* du 24 juin, il fallait lire à la fin du troisième paragraphe : « Le nombre de chômeurs s'est accru de 9 000 par mois au lieu de 40 000 cité hier » et non « 4 000 ».

AR ADJUDICATION

UN ENSEMBLE DE LOGEMENTS COMMERCIAUX

61 - LA BELLE-SAINT-CLOUD (78)

Mise à prix : 100.000 francs

UN IMMEUBLE COMMERCIAL

39-41, passage Choiseul, PARIS (2^e)

Surface utile 120 m² - Surface totale 200 m²

1^{er} 10^e OCTOBRE 1975 - Mise à prix : 400.000 F

1^{er} 10^e : UN APPARTEMENT DE 3 P. PARIS (9^e)

2^e 10^e : PROPRIÉTÉ À USAGE D'APPARTEMENT À MONTROUGE

3^e 10^e : MAISON COMMERCIALE À VINCENNES

4^e 10^e : MAISON COMMERCIALE À VINCENNES

5^e 10^e : MAISON COMMERCIALE À VINCENNES

UN HOTEL PARTICULIER

4 VILLA MADRID - Mise à prix : 1.000.000 F

BANGKOK

Départ Retour

1 ^{er} Juil.	22 Juil.
15 Juil.	4 Aoû.
29 Juil.	18 Aoû.
5 Aoû.	25 Aoû.
12 Aoû.	1 ^{er} Sept.
2 Sept.	22 Sept.
16 Sept.	6 Oct.
7 Oct.	27 Oct.

2.100 F et 2.200 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

audito 16, rue La Fayette

NOUVEAU T.V. COULEUR

PHILIPS

22 C 402

30 cm - TV couleur 1100 watt - son stéréo - récepteur intégrable - Clavier électronique à 12 touches - Réglage vidéo - "Ligne magique" - Récepteur de grande bande - 1200 lignes - 1200 Hz

960 F (+ 21 mens de 212 F) ou comptant : 4.650 F TTC

LA ROUTE

ASSIETTE AU BOEUF

de Michel Oliver

9 Bd. des Italiens

dans le décor 1920 de Poccardi

21 F

et toujours 123 Champs-Élysées et face à l'église St-Germain des Prés

Diner 22 F / 40 F

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Pour une politique de l'emploi

LOI
est pas question de revenir
à 90 % du chômage, mais...

... (suite de la première page.)
Deux facteurs expliquent que
des prévisions aussi défavorables
puissent être avancées.
D'une part, le volume de la
main-d'œuvre disponible conti-
nuera de croître d'environ 1 %
par an jusqu'en 1980, en raison
de la structure démographique
de la population active (la part
des classes d'âge de forte activité
— entre vingt-cinq et cinquante-
cinq ans — restera élevée) et de
l'augmentation continue du taux
d'activité des femmes. Les mesu-
res gouvernementales d'abaisse-
ment de l'âge de la retraite n'au-
ront qu'un effet limité sur cette
progression, à la fois parce qu'elles
démontrent timides et que la classe
d'âge sur laquelle elles jouent —
celle des soixante à soixante-cinq
ans — diminuera d'importance
entre 1975 et 1980.
D'autre part, les perspectives de
création d'emplois nouveaux
diminuent, à moyen terme, mau-
vaises. Même dans l'hypothèse
sans doute trop optimiste, où
l'économie française retrouverait

pressions d'emplois
pour et le textile

LA HAUSSE DES LOYERS
RÈGLEMENTÉE
SERA DE 7 A 11 %
Au 1^{er} juillet

Hôtel Sheraton.
Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

Le Montparnasse, l'ambiance gasconne
dans un décor des années folles. Le
"Dôme", un bar futuriste, un bar bar-
santier, "La Roche", un restaurant à service rapide et
permanent (de 7 h. à 1 h. du matin), des chambres
douces et silencieuses, un grand hall équipé
d'un bar, d'un télé-club, d'un bar de chaînes
câblées et de programmes en films sur TV.
Des salles de réceptions et de conférences.
2.500 places de parking.
Confort, calme, détente.
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au
milieu de ses palmiers et jardins.
en plein cœur du Montparnasse.

Pour réserver:
260.35.11

Paris-Sheraton Hotel

entre 1976 et 1980 des taux de
croissance voisins de ceux du
passé, le volume total de l'emploi
industriel ne serait pas, à la fin
de la décennie, sensiblement supé-
rieur à celui atteint en 1974, mal-
gré la baisse probable de la durée
du travail. Il faut d'ailleurs
remarque — observation très
significative — que la forte expan-
sion des années 1970 à 1973 n'avait
pas empêché la montée d'un chô-
mage qualifié, faute de mieux, de
« structurel ». Or les subtilités de
la sémantique tendent à cacher
l'impuissance des spécialistes...

Bien entendu, le sous-emploi est
créateur d'inégalités supplémen-
taires dans une société où elles
n'abondent déjà que trop. Inéga-
lités géographiques, qui voient cer-
taines régions fragiles souffrir plus
que d'autres, ce qui accroît d'au-
tant les déséquilibres spatiaux de
notre structure industrielle. Iné-
galité parmi les groupes sociaux,
les jeunes et les femmes, ces éter-
nels sacrifiés de l'économie libé-
rale, étant les premiers touchés
par la réduction des débouchés.

ponctuelles sans cohérence interne,
qui ont précédé un plan de
relance tardif, lancé à l'automne
1975 sous la pression des événe-
ments? Quelles qu'en soient les
raisons, de tels retards dans l'ac-
tion conjoncturelle expliquent que,
dans un climat inflationniste main-
tenant, notre appareil productif
ait vu, au cours de la réces-
sion, ses faiblesses relatives s'ac-
croître par rapport à celui de
l'Allemagne de l'Ouest.

Plus fondamentalement, au-delà
des erreurs ou des accidents de
l'histoire, je crois que la politique
économique du pouvoir est, à
moyen terme, prise dans un
dilemme de contradictions. Ses
objectifs permanents sont l'amé-
lioration de la rentabilité des
entreprises et le soutien à l'investis-
sement, tous deux considérés
comme clés de la compétitivité sur
les marchés extérieurs. De tels
objectifs d'attribution de l'aide
publique, appliqués sans nuance,
ne paraissent insuffisants.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit
en aucun cas de nier l'indispensa-
ble ouverture sur l'étranger de
l'économie française. Notre pays
doit dégager, au niveau de sa
balance commerciale, un excédent
industriel afin d'être en mesure
de payer les matières premières
dont il est démuné, et compenser
un déficit des services de trans-
port et d'assurance de plus en plus
longtemps déploré, mais passivement
accepté par les gouvernements
successifs. A fortiori ne s'agit-il
pas de revenir vers une sorte
d'autarcie à tous égards cata-
strophique et de fait impossible.
Mais une chose est de vouloir
être raisonnablement présent sur
les marchés extérieurs, autre chose
de tout sacrifier à la volonté
d'ajuster complètement et rapide-
ment la structure profonde de
toute notre industrie au seul
marché mondial. C'est cette inca-
pacité à concevoir une autre
croissance économique, plus équi-
librée, nourrie par un tissu de
petites et moyennes entreprises,
tournées aussi vers l'intérieur, vers
la multitude de marchés locaux
et régionaux aujourd'hui en voie

de dépérissement, qui explique à
mes yeux la crise actuelle de
l'emploi.
Les unités industrielles à voca-
tion exportatrice relèvent en effet,
le plus souvent, de la grande
entreprise, très fortement capita-
listique, dont la compétitivité exté-
rieure n'a été assurée que par
l'obtention d'un rythme très élevé
d'amélioration de la productivité,
par substitution rapide du capital
au travail. On veut nous faire
croire qu'il n'existerait qu'une
seule politique économique suscep-
tible de donner à notre économie
les moyens d'affronter la concurren-
ce étrangère. N'en déplaise au
pouvoir giscardien, qui cherche
ainsi à rejeter sur une sorte de
fatalité extérieure la responsa-
bilité de ses erreurs, une telle
affirmation est fautive.
Il n'est pas vrai que la concen-
tration extrême de notre appareil
productif et la négligence de la petite
industrie de main-d'œuvre, que la

Prochain article :
**UNE INDUSTRIALISATION
VOLONTARISTE**

Etat d'Arkansas
Bureau Européen
du Gouverneur
Av. Louise 437 Bt 4
B 1050 Bruxelles
Belgique

Arkansas, USA

Pour
raisonner
sur les
complexités
d'usines
et les possibilités
commerciales,
prenez contact avec
Robert Asch
ou Thérèse Stéphan
représentants européens.
Tél. : (2) 649-88-24.

La relance par l'investissement, un abus de langage
Aucun doute, en tout cas, sur
le point qui nous concerne prin-
cipalement : l'emploi n'est, dans
une telle politique, qu'une variable
subordonnée. Et affirmer, dans
une sorte de keynésisme primaire,
que l'on relance l'emploi par l'in-
vestissement (mais quel type d'in-
vestissement ?) relève d'un pur
abus de langage. Car avant que
l'argent public qui vient subven-
tionner tel ou tel groupe privé
se transforme, au bout d'un long
processus, en embauches nouvelles,
combien de conditions intermé-
diaires doivent être remplies dont
nul, au gouvernement, ne semble
se soucier : anticipations favora-
bles sur la reprise de la con-
sommation intérieure ou de la
demande étrangère, volonté de
l'entreprise d'accroître ses capa-
cités de production (et non pas
seulement de remplacer un équi-
pement existant par un autre plus
moderne), niveau satisfaisant de
l'investissement à l'intérieur des
frontières par rapport à l'investis-
sement à l'étranger, que plusieurs
sociétés françaises en voie de mul-
tinationnalisation ont, désormais,
tendance à préférer et que des

**Vous cherchez
une boisson peu sucrée ?**
(naturelle et plus légère)

Yin de Volvic a le goût nature que
vous préférez, car c'est une boisson
riche en fruit et très désaltérante,
mais naturellement peu sucrée.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 3240 Soula-la-Roche - Tél. : 350-45-24

**On pourrait vivre sans
les plastiques. C'est vrai.
On pourrait aussi vivre
sans télévision, sans
électricité, sans téléphone.
Oui, on pourrait
tous vivre comme à l'âge
de pierre.
Mais en avons-nous
vraiment envie?**

Vous êtes-vous déjà demandé ce que nous
deviendrions, si, du jour au lendemain, on
supprimait les plastiques qui font partie de notre
vie quotidienne?

Mieux vaut ne pas y penser.

Savez-vous, par exemple, que si l'on
n'employait plus les matières plastiques dans
l'électronique ou l'isolation électrique, on serait
privé de téléphone, de téléviseurs, de transistors,
de moteurs électriques, d'appareils ménagers?

Nos villes ne seraient plus - ou mal - éclairées.

Savez-vous que sans les plastiques,
de nombreuses innovations indispensables à
l'homme n'auraient jamais vu le jour?

Savez-vous que les stimulateurs cardiaques,
qui ont déjà permis de sauver la vie de milliers
d'hommes, sont en matières plastiques? Les reins
artificiels également. Et les casques des moto-
cyclistes. Et la plupart des bateaux de sauvetage.

Savez-vous que les plastiques protègent et
renforcent les matériaux traditionnels tels que le
bois et le fer?


Sans les matières plastiques, des milliers
d'hommes n'auraient jamais pu connaître les joies
du ski, du natisme...

Les pare-brise de sécurité en verre feuilleté
n'auraient jamais vu le jour.

Certaines personnes, pourtant, pensent que
l'homme pourrait se passer des plastiques.

On pourrait aussi vivre sans
électricité, sans télévision,
sans téléphone. On pourrait
vivre comme à l'âge de pierre.

En avons-nous vraiment
envie?



C.D.C.
Compagnie Générale des Produits
DUBONNET-CINZANO-BYRRH

LES MARCHÉS FINANCIERS

• • • LE MONDE — 25 juin 1976 — Page 33

PARIS

La baisse s'accélère

Les concessions accordées par les parlementaires à M. Fourcade et à ses amis ont été la cause de plus-values, ont été assés favorables pour la Bourse de Paris. Pour la première fois, depuis bien longtemps, le nouveau mois boursier a bien commencé, la grande majorité des valeurs françaises enregistrant de hausses souvent sensibles.

Tel a été le cas pour une bonne cinquantaine de titres parmi lesquels D.E.A., Saint-Gobain, Grand O., Lejeune et Leroy-Sommer. Parmi les compartiments les plus touchés ont figuré l'automobile, le matériel électrique, l'

[illegible]

Le cours de l'argent placé en or sur le marché s'est établi à 3 3/8 % le mois dernier.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or, les allemandes et les américaines se sont effondrées.

Sur le marché de l'or, où le volume de transactions s'est établi à 5,58 millions de francs contre 6,37 millions, le napoléon a accentué son mouvement de baisse à 224 F après 225 F (- 3,20) et le kilogramme à 19 295 F (- 95 F). En dépit de cette baisse la rente à 1 1/2 % 1973 a atteint son plus haut cours historique.

LONDRES

L'effritement se poursuit jeudi matin à l'ouverture. Après une demi-heure de transactions, l'indice des Industrielles accusait une baisse de 3,1 points, à 3702. Repli modéré des pétroles et des mines d'or. Stabilité des fonds d'Etat.

VALEURS	CLOTURE 23/6	COURS 24/6
War Loan 3 1/2 % ..	36 7/8	36 13/16
Beecham	376	372
British Petroleum	607	607 1/2
Sheel	433	430 1/2
Vickers	182	183
Imperial Chemical	357	3 1/4
Courtauld	132	131
De Beers	226	222
Western Holdings	17 1/2	17 3/8
Rio Tinto Zinc Corp.	216	214
West Greenland	22	21 7/8
(*) En Div.		

Taux du marché monétaire

Effets privés.....	7 7/10 %
--------------------	----------

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

THOMSON-BEAMT. — A fin mai, l'entreprise de Thomson-Beamt groupe marquant une augmentation de 23 %. Pour l'exercice entier, le chiffre d'affaires est en progression supérieure à 15 %. Le résultat d'exploitation devrait au moins être de 10 millions.

WATERMAN. — Bénéfice consolidé de l'exercice 1975-1976, citons le 31 mars et d'une durée exceptionnelle de 18 mois, s'élevait à 10 millions pour un chiffre d'affaires de 129 millions de francs. Rappelons que Waterman avait annoncé dans son rapport datant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1975, le résultat consolidé atteignant 12 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 104 millions de francs (+10 %).

Pour l'exercice en cours, le président excoeurne la société dégradera un bénéfice de 10 millions à 12 millions de francs (+10 %) à l'issue de l'exercice 1976-1977 pour un chiffre d'affaires accru de 12 %. La dividende pourrait être de 100 francs par action, soit 12 % le bénéfice. Dividende éton-

SKIS ROSSIGNOL. — Dividende global de l'exercice clos le 31 mars : 37,50 F contre 34,50 F.

NEW YORK

[illegible]

	COURS	
	22/5	23/5
Alpine	55 7/8	57 1/8
A.T.T.	55 3/4	55 5/8
Bank	37	36 3/4
Chase Manhattan Bank	26 5/8	26 3/4
De Pont de Nemours	145	143 3/4
General Motors	145	144 1/2
Exxon	103 5/8	103 1/2
Ford	58 1/4	58 3/8
General Electric	57 1/2	57 1/4
General Motors	27 7/8	28
Goodyear	32 1/2	32 7/8
I.R.M.	258 3/4	271 1/2
Johnson	27 3/8	27 1/2
Massachusetts	27 3/8	27 1/2
MetLife	51	50 7/8
Morgan	26 1/2	26 1/4
Schlumberger	75	74
Tedco	27 1/8	27 1/2
U.S. Steel	57 1/2	58
Union Carbide	31 3/8	30 7/8
U.S. Steel	57 1/2	58
Westinghouse	18 1/2	18 1/4
Xerox	57 7/8	58 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/6	24/6
1 dollar (en yens) ...	298 80	297 10
INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1973.)		
	22 juin	23 juin
Valeurs françaises ..	96,9	96
Valeurs étrangères ..	109,2	108,3
C = DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général 74,4	73,7	

VAL FIERS			VAL FIERS			VAL FIERS			VAL FIERS		
Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier	

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 23 JUIN - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

Cours des cours. Elles sont corrigées à l'indication des cours à l'annuaire édition

COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours
579	4.50 % 1973	579	70	583	583	580	Cie Ind. Eaux	605	600	587	586	186	Officiers-City	165	165	165	165	165	165	165	548	J.L. Elect.	548	548	548	270	Gen. Electric	268	268	268	268	268	268	268
1618	C.N.F. 3 %	1618	1515	1515	1515	516	Ind. Eaux	516	516	516	516	162	Officiers-City	162	162	162	162	162	162	549	J.L. Elect.	549	549	549	270	Gen. Electric	269	269	269	269	269	269	269	
325	Airbus	325	325	325	325	325	Ind. Eaux	325	325	325	325	163	Officiers-City	163	163	163	163	163	163	550	J.L. Elect.	550	550	550	271	Gen. Electric	270	270	270	270	270	270	270	
365	Airbus	365	365	365	365	365	Ind. Eaux	365	365	365	365	164	Officiers-City	164	164	164	164	164	164	551	J.L. Elect.	551	551	551	272	Gen. Electric	271	271	271	271	271	271	271	
240	Airbus	240	240	240	240	240	Ind. Eaux	240	240	240	240	165	Officiers-City	165	165	165	165	165	165	552	J.L. Elect.	552	552	552	273	Gen. Electric	272	272	272	272	272	272	272	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	166	Officiers-City	166	166	166	166	166	166	553	J.L. Elect.	553	553	553	274	Gen. Electric	273	273	273	273	273	273	273	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	167	Officiers-City	167	167	167	167	167	167	554	J.L. Elect.	554	554	554	275	Gen. Electric	274	274	274	274	274	274	274	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	168	Officiers-City	168	168	168	168	168	168	555	J.L. Elect.	555	555	555	276	Gen. Electric	275	275	275	275	275	275	275	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	169	Officiers-City	169	169	169	169	169	169	556	J.L. Elect.	556	556	556	277	Gen. Electric	276	276	276	276	276	276	276	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	170	Officiers-City	170	170	170	170	170	170	557	J.L. Elect.	557	557	557	278	Gen. Electric	277	277	277	277	277	277	277	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	171	Officiers-City	171	171	171	171	171	171	558	J.L. Elect.	558	558	558	279	Gen. Electric	278	278	278	278	278	278	278	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	172	Officiers-City	172	172	172	172	172	172	559	J.L. Elect.	559	559	559	280	Gen. Electric	279	279	279	279	279	279	279	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	173	Officiers-City	173	173	173	173	173	173	560	J.L. Elect.	560	560	560	281	Gen. Electric	280	280	280	280	280	280	280	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	174	Officiers-City	174	174	174	174	174	174	561	J.L. Elect.	561	561	561	282	Gen. Electric	281	281	281	281	281	281	281	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	175	Officiers-City	175	175	175	175	175	175	562	J.L. Elect.	562	562	562	283	Gen. Electric	282	282	282	282	282	282	282	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	176	Officiers-City	176	176	176	176	176	176	563	J.L. Elect.	563	563	563	284	Gen. Electric	283	283	283	283	283	283	283	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	177	Officiers-City	177	177	177	177	177	177	564	J.L. Elect.	564	564	564	285	Gen. Electric	284	284	284	284	284	284	284	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	178	Officiers-City	178	178	178	178	178	178	565	J.L. Elect.	565	565	565	286	Gen. Electric	285	285	285	285	285	285	285	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	179	Officiers-City	179	179	179	179	179	179	566	J.L. Elect.	566	566	566	287	Gen. Electric	286	286	286	286	286	286	286	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	180	Officiers-City	180	180	180	180	180	180	567	J.L. Elect.	567	567	567	288	Gen. Electric	287	287	287	287	287	287	287	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	181	Officiers-City	181	181	181	181	181	181	568	J.L. Elect.	568	568	568	289	Gen. Electric	288	288	288	288	288	288	288	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	182	Officiers-City	182	182	182	182	182	182	569	J.L. Elect.	569	569	569	290	Gen. Electric	289	289	289	289	289	289	289	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	183	Officiers-City	183	183	183	183	183	183	570	J.L. Elect.	570	570	570	291	Gen. Electric	290	290	290	290	290	290	290	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	184	Officiers-City	184	184	184	184	184	184	571	J.L. Elect.	571	571	571	292	Gen. Electric	291	291	291	291	291	291	291	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	185	Officiers-City	185	185	185	185	185	185	572	J.L. Elect.	572	572	572	293	Gen. Electric	292	292	292	292	292	292	292	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	186	Officiers-City	186	186	186	186	186	186	573	J.L. Elect.	573	573	573	294	Gen. Electric	293	293	293	293	293	293	293	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	187	Officiers-City	187	187	187	187	187	187	574	J.L. Elect.	574	574	574	295	Gen. Electric	294	294	294	294	294	294	294	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	188	Officiers-City	188	188	188	188	188	188	575	J.L. Elect.	575	575	575	296	Gen. Electric	295	295	295	295	295	295	295	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	189	Officiers-City	189	189	189	189	189	189	576	J.L. Elect.	576	576	576	297	Gen. Electric	296	296	296	296	296	296	296	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	190	Officiers-City	190	190	190	190	190	190	577	J.L. Elect.	577	577	577	298	Gen. Electric	297	297	297	297	297	297	297	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	191	Officiers-City	191	191	191	191	191	191	578	J.L. Elect.	578	578	578	299	Gen. Electric	298	298	298	298	298	298	298	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	192	Officiers-City	192	192	192	192	192	192	579	J.L. Elect.	579	579	579	300	Gen. Electric	299	299	299	299	299	299	299	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	193	Officiers-City	193	193	193	193	193	193	580	J.L. Elect.	580	580	580	301	Gen. Electric	300	300	300	300	300	300	300	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	194	Officiers-City	194	194	194	194	194	194	581	J.L. Elect.	581	581	581	302	Gen. Electric	301	301	301	301	301	301	301	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	195	Officiers-City	195	195	195	195	195	195	582	J.L. Elect.	582	582	582	303	Gen. Electric	302	302	302	302	302	302	302	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	196	Officiers-City	196	196	196	196	196	196	583	J.L. Elect.	583	583	583	304	Gen. Electric	303	303	303	303	303	303	303	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	197	Officiers-City	197	197	197	197	197	197	584	J.L. Elect.	584	584	584	305	Gen. Electric	304	304	304	304	304	304	304	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	198	Officiers-City	198	198	198	198	198	198	585	J.L. Elect.	585	585	585	306	Gen. Electric	305	305	305	305	305	305	305	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	199	Officiers-City	199	199	199	199	199	199	586	J.L. Elect.	586	586	586	307	Gen. Electric	306	306	306	306	306	306	306	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	200	Officiers-City	200	200	200	200	200	200	587	J.L. Elect.	587	587	587	308	Gen. Electric	307	307	307	307	307	307	307	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	201	Officiers-City	201	201	201	201	201	201	588	J.L. Elect.	588	588	588	309	Gen. Electric	308	308	308	308	308	308	308	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	202	Officiers-City	202	202	202	202	202	202	589	J.L. Elect.	589	589	589	310	Gen. Electric	309	309	309	309	309	309	309	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	203	Officiers-City	203	203	203	203	203	203	590	J.L. Elect.	590	590	590	311	Gen. Electric	310	310	310	310	310	310	310	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	204	Officiers-City	204	204	204	204	204	204	591	J.L. Elect.	591	591	591	312	Gen. Electric	311	311	311	311	311	311	311	
82	Alcatel	82	82	82	82	82	Ind. Eaux	82	82	82	82	205	Officiers-City	205	205	205																		

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		de gré à gré		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	23/6	de gré à gré	23/6		préc.	23/6
Etats-Unis (5 D.)	4 751	4 747	4 75		Or fin (dalle en barre)....	19480	19272
Canada (500. 1)	4 890	4 896	4 82		Or fin (dalle en barre)....	19480	19272
Allemagne (100 RM.)	184 280	184 510	184	98	Pièces françaises (20 fr.)	227	20
Belgique (100 fr.)	11 320	77 650	78	—	Pièces françaises (10 fr.)	174	171 30
Brésil (1000 cruzeiros)	7 981	7			Pièces italiennes (20 li.)	209	197 30
France (100 francs)	8 434	8 427	8 47		Pièces italiennes (20 li.)	195 20	194 10
Grande-Bretagne (5 l.)	11 320	8 522	8 52		Pièces italiennes (20 li.)	186 50	185
Inde (1000 rupees)	86 670	86 670	86	100	Pièces de 20 dollars	822	936
Italie (100 li.)	173 400	173 620	173		Pièces de 10 dollars	478	476
Pay-Bas (100 fl.)	15 950	15 970	16		Pièces de 5 dollars	775	775
Portugal (100 esc.)	18 570	18 570	185		Pièces de 50 pesetas	778	778
Spain (100 pes.)	191 320	191 350	191	—	Pièces de 10 florins	281	209 90
Suisse (100 fr.)	191 320	191 350	191	—			

